



AGRESSION SIONISTE CONTRE LA VILLE DE TULKAREM

UN MOIS DE VIOLENCE ET DE SIÈGE ÉTOUFFANT

ALGER-NIAMEY

VOLONTÉ AFFIRMÉE DE RENFORCER LE BILATÉRAL

LA VISITE À ALGER DU CHEF DE LA DIPLOMATIE DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER EST DÉCRYPTÉE PAR LES OBSERVATEURS DE LA SCÈNE POLITIQUE AFRICAINE COMME UNE SOLIDE ET DURABLE RELATION MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUE, QUE TOUT RASSEMBLE EN FAIT EN CETTE PÉRIODE DE RETOUR EN FORCE DE CERTAINS LOBBIES OCCIDENTAUX QUI VEULENT TOUJOURS DOMINER UN CONTINENT AFRICAIN QUI S'EST DÉFINITIVEMENT LIBÉRÉ DU JOUG DU COLONIALISME.

Lire en page 3



CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-AMÉRICAIN : DES OPPORTUNITÉS À EXPLOITER

YASMINA KHADRA AU CŒUR D'UNE POLÉMIQUE ALIMENTÉE PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE

QUAND LE GÉNIE ALGÉRIEN DÉRANGE

P.2



L'ALGÉRIE INTERPELLE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LA PALESTINE

« UN RETOUR AUX HOSTILITÉS EST INACCEPTABLE »

L'AMBASSADEUR ALGÉRIEN A INSISTÉ SUR LA NÉCESSITÉ D'UN RESPECT TOTAL DU CESSER-LE-FEU ET SUR L'URGENCE D'UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL POUR GARANTIR SA PÉRENNITÉ.

Lire en page 2

L'ALGÉRIE INTERPELLE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LA PALESTINE

«Un retour aux hostilités est inacceptable»

L'ambassadeur algérien a insisté sur la nécessité d'un respect total du cessez-le-feu et sur l'urgence d'un engagement international pour garantir sa pérennité.

Par **Aïda Mouni**

Lors d'une séance d'information consacrée à la situation en Palestine, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjema, a pris la parole devant le Conseil de sécurité, dénonçant la persistance des violences israéliennes et appelant à un cessez-le-feu durable, conforme à la résolution 2735.

«La situation dans les territoires palestiniens occupés demeure une source de profonde inquiétude, malgré la diminution du niveau de violence à Gaza», a-t-il déclaré d'emblée, soulignant que l'accalmie relative ne saurait masquer l'ampleur de la tragédie en cours. L'ambassadeur algérien a insisté sur la nécessité d'un respect total du cessez-le-feu et sur l'urgence d'un engagement international pour garantir sa pérennité. «Le cessez-le-feu doit être maintenu conformément à la résolution 2735, qui stipule qu'il reste en vigueur tant que les négocia-

tions se poursuivent», a-t-il rappelé, prévenant que tout retour aux hostilités serait une ligne rouge à ne pas franchir. Mais pour Alger, le statu quo ne peut se limiter à Gaza. L'agression israélienne s'est désormais déplacée vers la Cisjordanie, où les violences s'intensifient. «L'occupation a pratiqué une politique de terre brûlée à Gaza et a désormais transféré son agression en Cisjordanie», a martelé Amar Bendjema, évoquant des destructions massives et une stratégie de harcèlement systématique contre les populations civiles.

MISE EN GARDE CONTRE LA STRATÉGIE DE L'ENTITÉ SIONISTE

Au-delà des affrontements militaires, l'Algérie met en garde contre une stratégie israélienne qui vise à affaiblir politiquement et économiquement l'Autorité palestinienne.

«L'affaiblissement de l'Autorité palestinienne représente une trajectoire dangereuse qui menace le projet national palestinien lui-même», avertit Bendjema, pointant notamment la «récente décision» israélienne de confisquer 90 millions de dollars des revenus fiscaux palestiniens. Un coup dur pour l'Autorité palestinienne, déjà fragilisée par une crise politique interne et un manque de soutien international efficace. Dans ce contexte, Alger insiste sur la nécessité d'un plan global de reconstruction à Gaza, destiné à garantir la survie du peuple palestinien sur la terre de ses



ancêtres. «Nous avons besoin d'un plan global de reconstruction à Gaza pour assurer la survie du peuple palestinien sur la terre de ses ancêtres», a affirmé l'ambassadeur, rappelant que l'urgence humanitaire ne saurait être dissociée de la question politique. Enfin, Amar Bendjema a dénoncé un chiffre effrayant : 18 000 enfants palestiniens auraient été tués à Gaza depuis le début de l'agression sioniste. Un bilan qui, selon lui, impose une enquête internationale indépendante. «L'occupation israélienne a tué environ 18 000 enfants à Gaza, ce qui exige une enquête indépendante», a-

t-il exigé devant le Conseil de sécurité, interpellant la communauté internationale sur la nécessité d'établir les responsabilités et de mettre fin à l'impunité israélienne. Face à cette situation dramatique, l'Algérie maintient sa position : un cessez-le-feu effectif et durable, une protection du peuple palestinien et une solution politique garantissant l'instauration d'un État palestinien souverain. Un message que l'ambassadeur Bendjema a voulu clair, dans un Conseil de sécurité où les voix s'élèvent, mais où les décisions peinent encore à se concrétiser. **A.M.**

CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-AMÉRICAIN

Des opportunités à exploiter

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekroukh, a reçu le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Samy Boukaila, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des Travaux publics et des Infrastructures et d'explorer les opportunités d'investissement par les deux pays, hier, un communiqué du ministère. Lors de cette audience qui s'est déroulée au siège du ministère, à la demande de Boukaila, «les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des travaux publics et des infrastructures et d'explorer les opportunités d'investissement par les deux pays dans ce secteur stratégique», précise le communiqué. La rencontre a été marquée par «un échange fructueux des points de vue sur les moyens de renforcer la coopération conjointe, en focalisant sur les grands projets d'infrastructures, notamment les routes, les ports et les chemins de fer», ajoute la même source. À cette occasion, le ministre a affirmé que l'Algérie «avance à pas sûrs vers le développement de l'infrastructure ferroviaire, à travers le renforcement et la modernisation des lignes ferroviaires, en concrétisation du programme national d'investissement dans le réseau ferroviaire, décidé par monsieur le président de la République», rappelant, à cet égard, les opportunités et les avantages d'investissement qu'offre l'Algérie aux investisseurs étrangers». À son tour, le président du Conseil d'affaires algéro-américain a exprimé «l'intérêt et la volonté des entreprises américaines d'investir dans ce secteur, à la faveur d'un climat d'investissement favorable, à même d'ouvrir de larges perspectives pour l'échange d'expertises et le renforcement des relations économiques entre les deux pays», conclut le com-

YASMINA KHADRA AU CŒUR D'UNE POLÉMIQUE ALIMENTÉE PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Quand le génie algérien dérange



Aïda M.

L'écrivain algérien Yasmina Khadra, récemment distingué en Espagne, se retrouve au cœur d'une polémique alimentée par certains médias étrangers. Une offensive que le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, qualifie de «guerre» contre l'auteur et, plus largement, contre tout ce qui représente l'Algérie. Lors d'une rencontre avec des représentants de la presse sportive, lundi 24 février à Alger, le ministre a exprimé son soutien inconditionnel à l'écrivain. «Yasmina Khadra reste le digne fils de l'Algérie. Le monde reconnaît son génie et la valeur de sa plume.

Comment se fait-il qu'ils lui déclarent la guerre sans préavis ?», s'est-il interrogé, évoquant particulièrement deux journaux qu'il accuse d'avoir orchestré cette campagne, sans toutefois en préciser l'origine. Mohamed Moulessehou, connu sous son pseudonyme Yasmina Khadra, a été distingué le 17 février à Valence du Prix du Parlement des écrivains méditerranéens, un honneur qui vient s'ajouter au Prix Pepe Carvalho qu'il avait reçu à Barcelone. Ce nouveau sacre en Espagne a valu à l'écrivain les félicitations du président Abdelmadjid Tebboune. «Au digne fils de l'Algérie, Mohamed Moulessehou, dit Yasmina Khadra... Je vous félicite pour cette distinction internationale, que vous a attribuée le pays ami l'Espagne, et qui a une fois de plus mis en valeur vos hautes capacités dans le domaine du roman. «Félicitations à la culture algérienne, et je vous souhaite plus de succès», a écrit le chef de l'État sur X. Pour Mohamed Meziane, ces attaques ne seraient pas anodines. Elles traduiraient une volonté délibérée d'affaiblir la présence culturelle algérienne à l'international, en ciblant l'un de ses écrivains les plus renommés. Si le ministre de la Communication a dénoncé une cabale contre Yasmina Khadra, il a également élargi son propos à la sphère diplomatique, évoquant les récentes manœuvres médiatiques autour des élections aux instances de l'Union africaine (UA). Le 16 février, lors du sommet de l'UA à Addis-Abeba, l'Algérie a remporté une victoire stratégique avec l'élection de sa candidate au Conseil de paix et de sécurité (CPS). Celle-ci a obtenu 30 voix

contre 17 pour la candidate marocaine, un écart significatif qui confirme l'ancrage d'Alger au sein de l'organisation pan-africaine. Pourtant, certains médias marocains ont tenté de présenter cette issue comme un revers algérien. Une interprétation qui a suscité l'indignation de Mohamed Meziane. «L'autre presse a compris le message de la présence du président Tebboune à Addis-Abeba et a déclaré la guerre», a-t-il affirmé, fustigeant une tentative de manipulation des faits. Ancien diplomate et ex-directeur de la communication du ministère des Affaires étrangères, Meziane a insisté sur l'ampleur du travail accompli par la diplomatie algérienne. «Le ministre des Affaires étrangères a fait des efforts colossaux, et la victoire est celle de l'Algérie et du gouvernement algérien avec tous ses membres», a-t-il souligné.

UNE BATAILLE D'INFLUENCE

Au-delà du cas Yasmina Khadra, cette séquence s'inscrit dans une lutte d'influence plus vaste entre l'Algérie et le Maroc. Pour Meziane, il ne fait aucun doute que l'Algérie a marqué un point décisif sur la scène africaine. «L'Algérie a donné une leçon à ce voisin dont nous respectons le peuple», a-t-il déclaré, en référence au Maroc, tout en dénonçant les campagnes médiatiques visant à minimiser les succès algériens. La tension entre Alger et Rabat ne se limite plus aux arènes diplomatiques ou économiques ; elle s'étend désormais au domaine culturel et médiatique. Dans ce contexte, la reconnaissance internationale de Yasmina Khadra prend une dimension symbolique. **A. M.**

ALGER-NIAMEY

Volonté affirmée de renforcer le bilatéral

L'audience accordée hier par le président de la République Abdelmadjid Tebboune au chef de la diplomatie de la République du Niger donne un autre éclairage à une reprise accélérée et solide des relations plurielles entre Alger et Niamey, après une période creuse qui n'a pas été à l'avantage des deux pays.

Merouane Korso

Selon un communiqué de la présidence, le président Tebboune a reçu hier à Alger le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger de la République du Niger, Bakary Yaou Sangaré. L'audience, selon la même source, s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf. Celui-ci avait auparavant reçu au siège de son département ministériel son homologue nigérien, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. La visite à Alger du chef de la diplomatie de la république du Niger est ainsi décryptée par les observa-

teurs de la scène politique africaine comme une solide et durable relation mutuellement bénéfique, que tout rassemble en fait en cette période de retour en force de certains lobbies occidentaux qui veulent toujours dominer un continent africain qui s'est définitivement libéré du joug du colonialisme. La reprise des relations entre Alger et Niamey, l'Algérie ayant au passage damé le pion aux intérêts mercantiles régionaux du makhzen, qui a toujours travaillé comme agent de liaison des puissances économiques et politiques occidentales et sionistes, a été très rapide au cours de ces six derniers mois. Outre le volet sécuritaire où les démarches sont empreintes d'une grande discrétion au regard de la menace terroriste dans le Sahel, l'Algérie et le Niger ont décidé de construire de solides relations de partenariat, en particulier dans le

domaine énergétique. C'est ainsi qu'au mois d'août dernier, durant la visite à Alger du Premier ministre nigérien Ali Mahamane Lamine Zeine, les deux pays ont décidé de renforcer leur coopération dans tous les domaines. Entre Alger et Niamey, c'est aujourd'hui un bel exemple d'une nouvelle relation de coopération dont le secteur énergétique est le maillon fort, puisque le Niger compte énormément sur le savoir-faire et les compétences techniques et humaines du groupe algérien des hydrocarbures pour développer ses potentialités pétrolières et, dans l'immédiat, la construction d'une raffinerie à Dosso, dans le sud du pays. En visite officielle à Alger au mois d'août dernier, M. Ali Mahamane Lamine Zeine a affirmé : "Nous aspirons à renforcer davantage la coopération bilatérale en faveur de l'accompagnement de la République du Niger

dans ses efforts visant à conforter la souveraineté nationale sur ses richesses, à atteindre les objectifs de stabilité et de développement et à relever les défis communs que connaît la région." Sur le volet de la coopération énergétique, le groupe public Sonatrach a noué plusieurs accords avec la société pétrolière nigérienne SONIDEP autant dans l'exploration et la production pétrolière, que dans la construction d'une raffinerie dans la ville de Dosso. Le 16 janvier dernier à Niamey, Sonatrach et la société nigérienne SONIDEP ont convenu de mettre l'expertise du Groupe au service de l'entreprise nigérienne, pour l'accompagner dans le lancement du projet de réalisation d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique dans la ville de Dosso (sud-ouest du Niger). Outre les relations de coopération politique et économique, il s'agit également pour les deux pays de renforcer la coopération militaire et de défense : La visite du PM nigérien à Alger avec une forte délégation ministérielle en août dernier a été ponctuée par une rencontre entre le ministre de la Défense nigérien, Salifou Modi, et le chef d'état-major de l'ANP, le général d'armée Saïd Chanagriha. Il est clair qu'Alger tout comme Niamey vont travailler de concert pour la sécurité de leurs frontières et la lutte contre toute forme de menace qui pourrait surgir de la région sahélo-saharienne. Et donner un sens concret à la coopération économique et politique entre deux pays voisins.

M. K.

Nouvelles facilités administratives et douanières entre l'Algérie et le Niger

Yao Sangaré Bakary, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger de la République du Niger, a été accueilli hier, au siège du ministère des Affaires étrangères par Ahmed Attaf, ministre d'État, en charge des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette visite officielle en Algérie a été l'occasion pour les deux ministres, selon le communiqué, de discuter des relations fraternelles, de solidarité et de bon voisinage entre les deux pays, ainsi que des possibilités de les renforcer à travers des projets de coopération et d'intégration dans divers domaines. À la fin de leur rencontre, les deux ministres ont signé un accord portant sur

l'amélioration des facilités administratives et douanières pour la mise en œuvre des projets financés au Niger par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. Depuis août 2024, où la page de petits flottements entre les deux pays a été tournée à la faveur de la visite à Alger du Premier ministre nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, des démarches diverses sont entreprises pour renforcer les relations bilatérales et accélérer la réalisation des projets financés par l'Algérie au Niger. Parmi les projets significatifs financés par l'Algérie au Niger figurent, entre autres, la réhabilitation du lycée d'amitié Algérie-Niger de Zinder et la construction d'infrastructures médicales et éducatives.

H.H.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'Algérie s'inspire du modèle espagnol

Younes B.

Les 24 et 25 février, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, s'est rendu en Espagne à l'invitation de son homologue, Fernando Grande-Marlaska Gomez. Une visite qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la gestion du trafic et de la sécurité routière.

Accompagné du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du directeur général de la Protection civile, Boualem Bourelaf, Brahim Merad a visité le siège de la Direction générale du trafic (DGT) du ministère espagnol de l'Intérieur. Une institution clé en matière de régulation routière, qui a permis à l'Espagne de réduire considérablement les accidents de la route grâce à une combinaison de réformes législatives, d'innovations technologiques et de campagnes de

sensibilisation ciblées. La DGT repose sur une approche intégrée qui combine surveillance automatisée, régulation dynamique du trafic et prévention. La délégation algérienne a pu observer de près les solutions mises en place, des radars intelligents capables de détecter les infractions en temps réel, des capteurs analysant les flux de circulation et des algorithmes prédictifs permettant d'anticiper les zones à risque.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2023, l'Espagne a enregistré 1 806 décès sur les routes, soit environ cinq morts par jour. Un bilan en légère hausse (+3 % par rapport à 2022), mais qui reste largement en dessous des niveaux observés dans les années 2000. Les principales causes identifiées sont les distractions au volant, le non-respect des équipements de sécurité et la conduite sous l'influence de substances.

L'Algérie, de son côté, doit encore relever de nombreux défis. En 2015, les routes

du pays ont été le théâtre de 35 199 accidents corporels, entraînant 4 610 décès et 55 994 blessés. Des chiffres qui soulignent l'urgence d'une modernisation des infrastructures et d'un renforcement des mécanismes de prévention et de contrôle.

Au cours de leurs échanges, Brahim Merad et Fernando Grande-Marlaska Gomez ont convenu de mettre en place des groupes de travail conjoints pour étudier les meilleures pratiques en matière de gestion du trafic et de sécurité routière. Des experts des deux pays travailleront sur des solutions adaptées aux spécificités algériennes, en tenant compte des réalités du réseau routier national et des comportements des usagers.

L'objectif est de s'appuyer sur l'expertise espagnole pour moderniser la régulation du trafic en Algérie, réduire les accidents et améliorer la fluidité de la circulation.

Y. B.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

De la haine à la manipulation

PAR ABDELKRIM TAZAROUTE

Les relations algéro-françaises ne sont pas au beau fixe, c'est le moins que l'on puisse dire, tant le sentiment anti-algérien est devenu quotidien, voire répétitif, au point de donner le tournis aux observateurs avisés. Et ce, depuis que la France de Macron a adopté les thèses du makhzen sur le dossier du Sahara occidental. Cette dérive politique, une grossière erreur de positionnement, n'est évidemment pas de nature à permettre à notre pays d'envisager l'avenir de notre relation avec la France avec optimisme. La riposte algérienne était attendue, d'autant que sa position sur ce sujet ne souffre d'aucune équivoque, mais brille par sa constance. Depuis ce sombre épisode, celui qui s'est le plus illustré du côté français reste évidemment le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau. C'est une figure floue de la droite et un profil peu recommandable qui se bat actuellement pour prendre les rênes des Républicains, un challenge qui le dépasse quand on connaît le parcours plus reluisant de son adversaire déclaré : Laurent Wauquiez. Pour tenter de glaner quelques voix des électeurs de droite et surtout de ratisser large, il s'est cru malin d'user de la surenchère et d'exposer sa haine contre les Algériens, contre leur pays et contre tous ceux qu'il considère comme des immigrés. À son tour, il rappelle ses troupes ou celles de la France pour consolider son combat, des simples fantassins recrutés dans les caniveaux des nouveaux harkis, à l'image de Mohamed Sifaoui, pour ne pas le nommer. Ce sieur, tout heureux, a été rappelé à la rescousse sur les plateaux de télévision pour pérorer à son tour que l'Algérie « ne comprend que le langage de la force et qu'il faille donc prendre à son encontre des mesures coercitives, telles que la suspension de la délivrance des visas ». Gardez vos visas. Sifaoui est prêt à tout lécher les bottes de ses employeurs pour se faire pardonner les fonds détournés d'une association française dont il fait partie, et pour s'octroyer le droit de s'offrir un coin et un toit parisien, quitte à mettre sa dignité, s'il en a une, en berne. Exhiber ses forces rappelle forcément les propos de son maître Retailleau et le statut méprisant du néo-colonisé. Dans cette atmosphère nauséabonde, une voix se distingue, celle de Dominique de Villepin, le diplomate racé qui souligne que « la politique du durcissement ne mène rien », en réponse au personnel politique français qui n'a d'argument que ceux des faucons !

A.T.

ALGÉRIE-FRANCE

Les attaques des héritiers des colons

Sans détour, Goudjil a pointé du doigt ces cercles qui, à ses yeux, poursuivent aujourd'hui la même logique destructrice que leurs aînés. L'accusation est lourde de sens, elle renvoie directement aux actions de l'Organisation armée secrète (OAS), ce groupe terroriste colonialiste qui, entre mars et juillet 1962, a orchestré une vague de terreur en Algérie

Par Aïda Mouni



Lors d'une conférence à la Faculté de droit de l'Université d'Alger 1, tenue lundi dernier, Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, a livré une allocution marquée par une charge virulente contre les cercles nostalgiques de la colonisation en France. À l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, il a dénoncé les attaques répétées contre l'Algérie émanant, selon lui, des « descendants des colons qui ont pratiqué la politique de la terre brûlée entre le 19 mars et le 2 juillet 1962 ».

Sans détour, Goudjil a pointé du doigt ces cercles qui, à ses yeux, poursuivent aujourd'hui la même logique destructrice que leurs aînés. L'accusation est lourde de sens, elle renvoie directement aux actions de l'Organisation armée secrète (OAS), ce groupe terroriste colonialiste qui, entre mars et juillet 1962, a orchestré une vague de terreur en Algérie, multipliant attentats, assassinats et destructions massives pour empêcher l'indépendance du pays. Incendies d'archives, sabotages d'infra-

structures, massacres ciblés, l'OAS a laissé une trace indélébile dans la mémoire algérienne.

« Ceux qui attaquent l'Algérie aujourd'hui en France sont les descendants de ceux qui, hier, voulaient anéantir tout ce qui aurait pu permettre à notre pays de renaître après 132 ans de colonisation », a martelé Goudjil. « Ils continuent dans la même voie aujourd'hui, sous d'autres formes, en prétendant défendre les intérêts du peuple français alors qu'ils ne servent que les promoteurs du néocolonialisme ».

Dans son intervention, Goudjil a également abordé la question du Sahara occidental, établissant un parallèle entre la colonisation française de l'Algérie et l'occupation marocaine de ce territoire. Il a dénoncé « l'alliance » entre le président français Emmanuel Macron et le Makhzen marocain, affirmant que la reconnaissance par la France de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental constitue une entorse grave au droit international. « La France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, porte une responsabilité historique. En soutenant la position

marocaine, elle s'inscrit en contradiction avec les résolutions des Nations unies qui considèrent le Sahara occidental comme un territoire non autonome relevant d'un processus de décolonisation », a souligné Goudjil.

UN MESSAGE FORT

L'Algérie, a-t-il insisté, distingue entre le peuple marocain et son régime, tout comme elle a toujours dissocié le peuple français de la colonisation. Un message fort, dans un contexte de tensions persistantes entre Alger et Rabat.

Revenant sur l'importance du dossier mémoriel, Goudjil a réaffirmé que le président Abdelmadjid Tebboune en avait fait une priorité nationale. Il a salué « l'attention personnelle et sans précédent » accordée par ce dernier à la question, notamment à travers la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, qui a consacré l'engagement de l'État dans la préservation de l'histoire et de l'identité algériennes.

L'évocation des crimes coloniaux ne relève pas d'une posture nostalgique ou victimaire, a tenu à préciser le président du Sénat. Elle est une nécessité

pour contrer les tentatives récurrentes de réécriture de l'histoire, notamment en France, où certains milieux s'emploient à minimiser, voire à justifier, les exactions commises durant 132 ans d'occupation.

Goudjil a également rappelé un épisode particulièrement marquant, celui du 8 mai 1945, lorsque l'armée française, épaulée par des colons armés, a réprimé dans le sang les manifestations indépendantistes à Sétif, Guelma et Kherrata. « Les colons avaient distribué des armes à des prisonniers européens de la Seconde Guerre mondiale pour massacrer les Algériens », a-t-il dénoncé, soulignant ainsi la brutalité et la duplicité du système colonial.

DES AVANCÉES DANS PLUSIEURS DOMAINES

Sur le plan interne, Goudjil a affirmé que l'Algérie « se porte bien » sous la direction du président Tebboune, mettant en avant les avancées réalisées dans plusieurs domaines, notamment économiques. Il a insisté sur le fait que l'indépendance politique conquise en 1962 devait nécessairement s'accompagner d'une indépendance économique. « Sans cela,

notre souveraineté resterait incomplète », a-t-il averti.

À l'international, il s'est félicité du succès de la diplomatie algérienne lors du dernier sommet de l'Union africaine, y voyant une confirmation que « l'Algérie est l'Afrique et que l'Afrique est l'Algérie ». Une manière de rappelez l'ancrage panafricain du pays et son rôle moteur sur le continent.

UN APPEL AUX JEUNES GÉNÉRATIONS

S'adressant aux jeunes, Goudjil les a exhortés à « assumer leurs responsabilités envers l'histoire de leur pays » et à prendre conscience de leur rôle dans la construction de l'Algérie de demain. « L'histoire n'est pas un fardeau, c'est un héritage à défendre et à faire vivre », a-t-il insisté.

En clôture de la conférence, le président du Conseil de la nation a signé le Livre d'or de la Faculté de droit, y inscrivant un message en hommage aux luttes passées et en exhortant les nouvelles générations à poursuivre l'édification nationale.

La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, ainsi que de plusieurs figures de la famille révolutionnaire, des membres du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale.

Au-delà du simple exercice de commémoration, le discours de Salah Goudjil s'est voulu un message politique fort, l'Algérie, attachée à sa souveraineté et à son histoire, refuse de se laisser dicter sa trajectoire par ceux qui, hier comme aujourd'hui, cherchent à la fragiliser. Face aux défis économiques, géopolitiques et mémoriels, elle entend poursuivre son chemin avec la conviction que « la victoire d'hier est la force de demain ».

A.M.

AGRESSION SIONISTE CONTRE LA VILLE DE TULKAREM

Un mois de violence et de siège étouffant.

Par Boualem B.

Les forces d'occupation israéliennes poursuivent leur agression contre la ville de Tulkarem et son camp, imposant parallèlement un siège étouffant pour le trentième jour consécutif et forçant les réfugiés au déplacement sous la menace des armes. C'est ce qu'a indiqué Fayçal Salama, le chef du Comité populaire pour les services du camp de Tulkarem. Dans un communiqué de presse publié ce mardi, Salama a précisé que l'occupation commet des destructions diverses dans les maisons, les rues et les allées, et sabote toutes les installations du camp. En détaillant l'agression sioniste en cours, Salama a déclaré que l'armée sioniste avait détruit complètement plus de 40 bâtiments résidentiels, dont une centaine d'appartements, 300 magasins, et incendié 10 maisons, en plus de la destruction partielle de centaines d'autres maisons et de la destruction des biens de centaines de citoyens. Salama a ajouté

que les forces d'occupation ont forcé plus de 12 000 citoyens à se déplacer sous la menace et l'intimidation vers la ville de Tulkarem, ses banlieues et ses villages voisins. Il a souligné que l'enseignement scolaire avait été complètement interrompu, privant 2 000 élèves d'éducation pendant plus d'un mois dans les écoles de l'UNRWA à l'intérieur du camp. Les services de santé ont également été interrompus. Salama a également déclaré que l'agression en cours a détruit l'infrastructure du camp d'une manière sans précédent : réseaux d'électricité, d'eau et d'égouts, services d'Internet et de télécommunications, tout a été coupé. Si l'agression israélienne sur la ville de Tulkarem et son camp a terminé son premier mois, celle qui touche le camp de Nour Shams est à son 17^e jour. Elle s'accompagne d'une escalade militaire et d'un siège qui a causé la destruction complète des infrastructures et des biens, et a entraîné la mort de 12 citoyens, ainsi que des blessés graves et

l'arrestation de dizaines d'autres. Devant la sauvagerie de l'entité sioniste, Salam a appelé à un soutien communautaire accru pour la ville et ses camps, ainsi qu'à mettre en lumière le génocide commis par l'armée d'occupation contre les

Palestiniens. Par ailleurs, l'occupation israélienne poursuit également son agression contre Jénine et son camp pour le 36^e jour, causant la mort de 27 Palestiniens et des dizaines de blessés.

B. B.

Le Hamas interpelle l'Autorité palestinienne

Le mouvement Hamas a appelé, hier, l'Autorité palestinienne à ne pas faire le jeu de l'occupation et à cesser les arrestations ainsi que les humiliations des résistants en Cisjordanie, et a souligné la nécessité d'unir les rangs palestiniens en ce moment crucial de l'offensive israélienne féroce contre le peuple palestinien. Dans un communiqué publié hier, le Hamas a déclaré que « l'arrestation du résistant Mahmoud Jbarin par les forces de sécurité relevant de l'Autorité, ainsi que le mauvais traitement perpétré à son encontre, prouvent que ces forces de

sécurité ont franchi toutes les lignes rouges et se sont lancées dans des actions qui menacent le tissu national et communautaire ». Le Hamas a souligné que ces opérations d'arrestation menées par les services de sécurité de l'Autorité palestinienne coïncident avec l'agression israélienne à grande échelle dans le nord de la Cisjordanie occupée. Ce qui a conduit le Hamas à qualifier ce comportement de « dépassement dangereux qui s'inscrit dans les crimes brutaux de l'occupation israélienne contre notre peuple et sa résistance ».

B.B.

Les prix du pétrole augmentent pour la deuxième journée



Les prix du pétrole ont augmenté pour la deuxième fois hier mardi, alors que les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions au producteur du Moyen-Orient, l'Iran, ce qui a renforcé les craintes d'un resserrement de l'offre, selon zonebourse. Le prix du Brent a augmenté de 38 cents, soit 0,51 %, à 75,16 dollars le baril à 02 h 17 GMT. Les contrats à terme du pétrole brut West Texas Intermediate ont gagné 43 cents, soit 0,61 %, à

71,13 dollars le baril. Les deux contrats ont gagné dans la session de lundi après une baisse de 2 dollars vendredi. Le WTI est à la recherche d'une base dans la zone de soutien entre 65 et 70 dollars le baril, a déclaré Tony Sycamore, analyste de marché chez IG, dans une note. S'il se maintient au-dessus de cette zone, une reprise s'ensuivra. Les États-Unis ont imposé lundi de nouvelles sanctions à plus de 30 courtiers, opérateurs pétroliers et compagnies

maritimes pour leur rôle dans le transport du pétrole iranien. Le président Donald Trump a déclaré vouloir ramener à zéro les exportations de brut de l'Iran. L'Iran est le troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, avec 3,2 millions de barils par jour en janvier, selon une enquête de Reuters sur la production de l'OPEP. Mais les gains ont été limités par les perspectives incertaines de la demande.

L'or se replie sur des prises de bénéfices

Les prix de l'or ont baissé hier mardi, les investisseurs ayant pris des bénéfices après que le lingot a atteint un niveau record sur la demande de valeurs refuges, sur fond de craintes que les plans tarifaires du président américain Donald Trump n'alimentent l'inflation et ne déclenchent une guerre commerciale mondiale de grande ampleur. L'or au comptant a baissé de 0,5 % à 2 937,39 dollars l'once à 06 h 06 GMT, après avoir escaladé son record historique de 2 956,15 dollars lundi. Les contrats à terme sur l'or américain ont baissé de 0,4 % à 2 952,60 dollars, selon Zonebourse. L'or est considéré comme un investissement sûr en cas d'incertitudes économiques et

politiques et il prospère dans un environnement de faibles taux d'intérêt. Les investisseurs attendent la publication vendredi du rapport sur les dépenses de consommation personnelle aux États-Unis, la jauge d'inflation préférée de la Fed, pour se faire une idée de la trajectoire de réduction des taux. Ailleurs, les importations d'or de l'Inde devraient chuter de 85 % en février par rapport à l'année précédente pour atteindre leur niveau le plus bas depuis deux décennies, la demande étant freinée par les prix records des lingots. L'argent au comptant a baissé de 0,2 % à 32,29 \$ l'once, le platine a baissé de 0,3 % à 963,86 \$ et le palladium a baissé de 0,2 % à 938,53 \$.

Annnonce importante de l'ambassade d'Indonésie en Algérie

AL'ambassade d'Indonésie en Algérie a annoncé hier la suspension temporaire des services de délivrance de passeports et de visas indonésiens, en raison de problèmes techniques qui entravent actuellement la fourniture de ces services. L'ambassade a confirmé, dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, que la demande de visa électronique est toujours disponible via la plateforme officielle, via le lien suivant : <https://evisa.imigrasi.go.id/web/services> L'ambassade s'excuse pour le désagrément occasionné par cette

إعلان هام

بسبب مشكلات فنية، يتعذر على سفارة إندونيسيا في الجزائر مؤقتًا تقديم خدمات إصدار جوازات السفر والتأشيرات الإندونيسية.

ومع ذلك، لا يزال من الممكن التقدم بطلب الحصول على التأشيرة إلكترونياً عبر الرابط التالي:

[HTTPS://EVisa.IMIGRASI.GO.ID/WEB/SERVICES](https://evisa.imigrasi.go.id/web/services)

نعتذر عن أي إزعاج ونشكركم على تفهمكم.

ANNONCE IMPORTANTE

EN RAISON DE PROBLÈMES TECHNIQUES, L'AMBASSADE D'INDONÉSIE À ALGER EST TEMPORAIREMENT DANS L'INCAPACITÉ DE FOURNIR LES SERVICES DE DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS ET DE VISAS INDONÉSINIENS.

CÉPENDANT, LES DEMANDES DE VISA ÉLECTRONIQUE PEUVENT TOUJOURS ÊTRE EFFECTUÉES VIA :

[HTTPS://EVisa.IMIGRASI.GO.ID/WEB/SERVICES](https://evisa.imigrasi.go.id/web/services)

NOUS NOUS EXCUSONS POUR LA GÊNE OCCASIONNÉE ET VOUS REMERCIONS DE VOTRE COMPRÉHENSION.

suspension temporaire pour leur compréhension et remercie les visiteurs pour leur coopération.

Numérisation des douanes algériennes avec l'expérience coréenne



Le directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, a supervisé, hier, le lancement des réunions dédiées à la présentation de l'expérience de transformation digitale à la douane coréenne. Selon un communiqué publié par la Douane algérienne, cette ren-

contre vise à explorer les meilleures pratiques et les technologies innovantes dans ce domaine, afin de renforcer les efforts de développement et de numérisation dans le secteur douanier. Les services des douanes travaillent activement à la mise en place d'un nouveau système informa-

tique. Ce système vise à améliorer le traitement des voyageurs, la gestion des permis électroniques pour les devises et la régulation des véhicules. Le nouveau système inclut des modules dédiés à l'émission des certificats de passage pour les véhicules, aux permis électroniques pour les devises étrangères, ainsi qu'à divers autres services douaniers destinés aux voyageurs, notamment la gestion des véhicules. Ainsi, ce développement s'inscrit dans la continuité du déploiement du système informatique ALCES, lancé en novembre 2023. Depuis son lancement, ALCES a enregistré 168 000 permis détaillés jusqu'à septembre 2024, avec 70 % des enregistrements effectués via le nouveau système.

Algeria Startup Challenge s'allie avec l'Algerian Startup Fund

Algeria Startup Challenge annonce la conclusion d'un partenariat stratégique avec l'Algerian Startup Fund (ASF) pour sa 7^e édition. Ce partenariat vise à renforcer l'accès au financement pour les startups algériennes les plus prometteuses, un accompagnement structuré et des opportunités stratégiques pour accélérer leur croissance. L'Algerian Startup Fund (ASF) est un fonds d'investissement public lancé en 2020, avec pour mission de proposer des solutions d'in-

vestissement adaptées aux besoins des startups algériennes. Dotée d'un capital de 2,4 milliards de dinars et d'un portefeuille comptant plus de 100 startups financées dans 20 secteurs d'activité, l'ASF joue un rôle clé dans le développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Algeria Startup Challenge dévoile également les défis les plus stratégiques à relever cette année et à l'occasion de sa 7^e édition : Transition verte, rendant nos industries plus vertes et

durables grâce à des solutions à faible teneur en carbone et à l'éco. Intelligence artificielle : élargissement des applications d'IA pour avoir un impact positif dans tous les secteurs. Industrialisation, stimulation de la production avec une technologie de pointe et l'innovation Accès aux soins de santé, optimisation des systèmes de santé pour une plus grande efficacité, équité et accessibilité. Inclusion financière, rendant les services financiers et d'assurance plus inclusifs,

et sécurité alimentaire, accélérant l'accès à une nourriture sûre et nutritive suffisante. «Que vous soyez une startup, un entrepreneur ou un innovateur, restez à l'écoute pour découvrir nos défis d'innovation ouverts alimentés en collaboration avec des acteurs de premier plan de l'industrie et saisissez l'opportunité de garantir des partenariats stratégiques pour accélérer votre entreprise !», indique Algeria Startup Challenge sur sa page officielle Facebook.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Redaction@l'expressquotidien.dz
www.l'expressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@l'expressquotidien.dz

GÉRANT : **NOURDINE BRAHMI**
DIRECTEUR HONORAIRE: **ZAHIR MEHDAOUI**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION **RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LA CLASSE POLITIQUE
MAROCAINE
ÉCLABOUSSÉE
PAR LES AFFAIRES

Entre l'emprise de l'argent sale et la complicité du Makhzen

Minée par l'influence de l'argent sale et les lobbies, la scène politique marocaine est réduite à un marché d'intérêts où des partis se vendent au plus offrant et les élections se jouent sur des allégeances financières plutôt que sur des programmes. Pendant ce temps, le Makhzen cautionne par son silence, écartant intellectuels et jeunes au profit d'opportunistes, ancrant ainsi un climat de résignation et de défiance citoyenne. Face à ce blocage et à l'effritement de la confiance citoyenne dans le processus politique, Rachid Hamouni, président du groupe parlementaire du Parti du progrès et du socialisme (PPS), déplore la disparition progressive de la classe moyenne, autrefois porteuse de l'idéal démocratique, aujourd'hui absorbée par la lutte quotidienne pour sa survie économique. Dans un article intitulé "Réflexions sur la situation politique actuelle", Hamouni s'interroge sur la responsabilité collective face à la dérive du paysage politique et sur la capacité des citoyens à s'engager dans un climat marqué par la désillusion. Il dénonce l'écart croissant entre les discours et les pratiques des acteurs politiques, et remet en cause la conformité des institutions gouvernementales et législatives avec l'esprit de la Constitution de 2011. Il souligne également les difficultés rencontrées par les jeunes entrepreneurs dans un climat économique hostile, tandis que d'autres, issus de la sphère des affaires douteuses, investissent le champ politique pour renforcer leur influence et accroître leur fortune via des positions de pouvoir. Parallèlement, les plus démunis paient le prix de leur dignité, certains cédant aux pratiques électorales corrompues, alimentant ainsi un cercle vicieux d'exploitation et de misère organisée. Les intellectuels et les militants sont marginalisés, convaincus de l'inutilité de leur engagement après des années de désillusions et de répression. Hamouni appelle à une refonte du discours politique, dénonçant une rhétorique gouvernementale déconnectée de la réalité sociale et des partis obsédés par la quête du pouvoir au détriment de leur identité et de leurs valeurs. Il critique la transformation du Parlement en théâtre de la surenchère et du spectacle, au lieu d'un espace de débat sérieux et constructif. En conclusion, Hamouni accuse le système de favoriser l'emprise de l'argent sale sur les institutions politiques, transformant le jeu démocratique en simple façade au service d'une élite corrompue, au détriment des citoyens de plus en plus marginalisés et privés de perspectives.

APS

PROTECTION DES FORÊTS ET LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Installation d'une commission nationale de prévention

La Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2025, dont la mission principale consiste en la préparation de la campagne de lutte contre les incendies, a été installée lundi à Alger.

La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, en présence des secrétaires généraux des ministères concernés, des cadres du secteur des forêts, et des représentants de la Protection civile, de la Gendarmerie nationale et de la société civile.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a salué les efforts déployés par l'ensemble des acteurs, qui ont abouti à des résultats sans précédent en 2024, indiquant que les surfaces forestières touchées par les feux ont diminué de 91 %, passant à 3.490 hectares, contre une moyenne annuelle de 40.000 hectares au cours des dix dernières années.

M. Chorfa a souligné que les résultats obtenus en 2024 avaient démontré que la lutte contre les feux et la protection des forêts ne relèvent pas de la responsabilité seule du secteur agricole, mais qu'il s'agit plutôt d'une "action participative visant à protéger la richesse forestière et les biens des citoyens".

Il a salué à cet égard la rapidité d'intervention et de réponse, grâce au renforcement et à la diversification des méthodes d'intervention

aériennes et terrestres, soulignant le rôle important des services de sécurité dans la lutte contre les feux de forêts, en tête desquels le ministère de la Défense nationale, qui a fourni au secteur 85 drones, ainsi que le rôle de la compagnie aérienne « Tassili Airlines », filiale du groupe Sonatrach, dans le renforcement des efforts de prévention et de lutte contre les feux de forêts.

Renforcement de la coopération

Le ministre a annoncé que l'ouverture de la saison de prévention et de lutte contre les feux de forêts aurait lieu le 1er mai prochain afin de mieux contrôler les opérations de lutte contre les incendies.

Il a appelé, dans ce sens, au renforcement des mesures et dispositions préparatoires pour l'année 2025 avec la relance d'une approche proactive et l'adoption d'une vision prospective, en se focalisant sur l'action participative pour réduire les dégâts, et ce de par le renforcement des moyens modernes de surveillance et d'alerte, notamment les techniques innovées par les start-up tout en intensifiant les campagnes de sensibilisation de la population



vivant à proximité des espaces forestiers et les agriculteurs aux risques d'incendies.

Le ministre a également souligné la nécessité de renforcer la coopération avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), en vue d'exploiter et de traiter les images de satellites.

La rencontre a été une occasion pour évaluer les résultats enregistrés durant la saison 2024, présenter un plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêts et les dispositions préparatoires à la saison 2025, outre la présentation d'une vision prospective du phénomène des incendies de forêts par le Délégué national aux risques majeurs, la présentation d'un exposé sur le système de lutte contre les incendies de forêts de la Direction générale de la Protection civile, en sus de la présentation d'un exposé du représentant du commandement de la Gendarmerie

nationale sur les mesures nécessaires à prendre, en prévision de la prochaine campagne.

L'inspectrice générale à la Direction générale des forêts (DGF), Nedjma Rahmani, a affirmé l'importance des démarches en cours pour l'amélioration des capacités du secteur, à travers le renforcement des moyens matériels et humains, soulignant que la Direction générale a œuvré, dans le cadre de l'action proactive visant à assurer le succès de la saison de lutte contre les incendies de forêts au titre de l'année 2025, à l'acquisition de 86 nouveaux camions anti-incendie, ainsi que 80 drones, outre la création de 49 points d'eau et l'aménagement de plus de 2000 km de sentiers forestiers avec la réalisation de 7 nouvelles tours de contrôle et 1284 ha de tranchées pare-feu.

APS

CONSEILS AUX USAGERS DE LA ROUTE PENDANT LE MOIS DE RAMADHAN

Éviter l'excès de vitesse et respecter les distances de sécurité

Dans un communiqué diffusé hier, la Protection civile a recommandé aux usagers de la route de respecter le code de la route, d'éviter les excès de vitesse et de respecter la distance de sécurité.

Il est aussi recommandé de faire des pauses en cas de fatigue ou de somnolence et de procéder à la maintenance régulière des véhicules. Pour les motocyclistes, le port du casque est fortement recommandé comme moyen de protection.

Il est par ailleurs pertinent de noter que les femmes et les enfants sont « les plus exposés » à la mauvaise utilisation ou au

stockage des produits détergents et chimiques ; la Protection civile a recommandé d'éviter le mélange des produits et de porter des gants et des vêtements de protection, et de ranger ce type de produits hors de portée des enfants.

En outre, la Protection civile a mis en garde contre les risques de brûlures et les intoxications alimentaires qui sont généralement attribuées au « non-respect des conditions de conservation (rupture de la chaîne de froid) et au mauvais stockage ainsi que l'exposition et la vente des denrées alimentaires sur la voie publique et au manque d'hygiène

».

La Protection civile, qui a déploré dans son communiqué que chaque année ses unités opérationnelles enregistrent « plusieurs accidents durant le mois sacré, en particulier les accidents de la route, les accidents domestiques et d'autres divers, causant des dégâts humains et matériels considérables », a rappelé le numéro de secours « 14 » et le numéro vert « 1021 » mis à la disposition des citoyens pour signaler tout cas d'accident en précisant sa nature, le nombre de victimes et l'adresse exacte pour une prise en charge rapide.

TRAFIC DE DROGUE ET DE PSYCHOTROPE

Saisie de 480 psychotropes à Akbou

Les agents de la BMPJ relevant de la sûreté de daïra d'Akbou ont réussi, au cours de cette semaine, à mettre hors d'état de nuire un groupe criminel spécialiste en trafic de drogue et de psychotrope, selon un communiqué de la cellule d'information et de communication de la sûreté de wilaya de Bejaïa. Les faits de l'opération se sont déroulés suite à des informations indiquant l'existence d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue et de psychotropes composé de 5 personnes dont une fille, âgées entre 20 et

44 ans, activant au niveau de la commune d'Ait R'zine, et utilisant un véhicule de marque Peugeot 208. Un dispositif de sécurité a été mis en place aux entrées et sorties de la commune, ce qui s'est soldé par l'arrestation des suspects, et, après les avoir soumis à une fouille corporelle, un sac en plastique contenant 480 comprimés de psychotropes de type « Prégabaline » a été trouvé en possession de l'un des suspects et une somme d'argent estimée à 15 millions de centimes, trouvée en possession d'un autre suspect, prove-

nant des revenus du trafic. Transférés au poste de police, et après interrogation, il est découvert l'implication d'une jeune femme de la commune voisine de Tazmalt dans cette affaire, ce qui a conduit également à son arrestation. Un dossier pénal a été établi contre eux pour possession, vente de psychotropes. Ils ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes et, après leur comparution immédiate, un mandat de dépôt a été prononcé à leur encontre.

Idir M.

APPUI AU SECTEUR DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le projet du PNUD Algérie touche à sa fin

Le PNUD Algérie précise que cette collaboration a permis de réaliser des progrès non négligeables dans le domaine de la santé publique.

Par Ines B.

Des représentants de la KfW (Banque de développement allemande) ont effectué une visite dans le cadre du projet de coopération intitulé «Appui aux secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique dans la lutte contre la Covid-19», financé par la KfW et mis en œuvre par le PNUD en partenariat avec les ministères de la Santé, et de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, le PNUD Algérie précise que cette collaboration a permis de réaliser des progrès non négligeables dans le domaine de la santé publique. «Plus de 1200 m² ont été consacrés à 6 laboratoires modernes, équipés selon les normes internationales, pour garantir la sécurité des produits de santé. Ces laboratoires ainsi que ces équipements joueront un rôle clé dans le renforcement des capacités de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques et, par conséquent, le système de santé national, qui continue de se développer», indique-t-on. Par ailleurs, des équipements de pointe, dont 2 nouvelles IRM, ont été installés dans des hôpitaux stratégiques : l'une à l'hôpital de Cherchel et l'autre à l'hôpital mère et enfants d'Oran, et une station de production d'oxygène à l'hôpital de Annaba. Ces équipements permettront une prise en charge plus rapide et plus précise des patients.

«Nous sommes fiers des avancées réalisées et de la coopération fructueuse entre toutes les parties impliquées pour le bien-être des usagers du service public de santé», ajoute le PNUD Algérie. Notons que ce projet s'inscrit dans le cadre de la riposte à la crise COVID-19 en Algérie et du « plan national de préparation et de riposte à la menace de l'infection Covid-19 » et bénéficie du finance-



ment de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS

Cette réponse sanitaire, déclinée sous la forme d'un projet intitulé «Appui aux secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique dans la lutte contre la COVID-19», vise à renforcer les capacités du ministère de la Santé et le ministère de l'Industrie pharmaceutique, pour faire face à la pandémie de la Covid-19 par l'acquisition de matériels et d'équipements de dépistage et de prise en charge des patients, ainsi que par l'acquisition et l'installation de cinq salles blanches et d'équipements de contrôle de qualité des produits médicaux et pharmaceutiques avant leur mise sur le marché. L'objectif principal de ce projet, selon le PNUD Algérie, est de renforcer la capacité du système national de santé (ODD 3) pour une riposte efficace à la pandémie de Covid-19.

Pour cela, le projet a comme objectifs

spécifiques de renforcer les capacités matérielles des services hospitaliers dans la lutte et la prise en charge de la pandémie ; de renforcer les capacités matérielles des laboratoires du secteur de l'industrie pharmaceutique pour le contrôle qualité et la certification des équipements/produits de santé ; et de consolider les connaissances et compétences du personnel de santé dans la réponse intégrée à l'épidémie de Covid-19.

Le PNUD adopte une approche holistique dans ses projets, en capitalisant sur les meilleures pratiques à travers le monde, avec une expérience reconnue dans la gestion des pandémies. Le PNUD appuie les achats de produits de santé et la gestion de la chaîne d'approvisionnement depuis 2003, en s'adressant directement aux fabricants.

Une expérience reconnue dans la mise en œuvre de programmes de santé à grande échelle pour le Fonds mondial et d'autres partenaires dans plus de 50 pays. Une stratégie d'approvisionnement déjà éprouvée : regroupement des

demandes à l'avance et passation instantanée des commandes en assurant le meilleur rapport qualité-prix. Sur ce modèle, le PNUD achète des produits et équipements de santé Covid-19 pour 66 pays dans le monde.

I. B.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : Qatar Pharma intéressée par l'investissement en Algérie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, lundi à Alger, une délégation de la compagnie «Qatar Pharma», conduite par le président de son conseil d'administration, Ahmed bin Mohammad Al Haie Al Sulaiti, qui a affiché l'intérêt de la société à investir en Algérie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique, le ministre a évoqué avec la délégation qatarie, les opportunités d'investissement en Algérie, soulignant l'importance de promouvoir la coopération entre l'Algérie et le Qatar dans ce secteur aux niveaux atteints dans d'autres domaines. Dans ce cadre, le ministre a mis en avant «la disponibilité de l'Algérie à établir une coopération avec le Qatar, pays frère, en matière d'industrie pharmaceutique, en concrétisation de la forte volonté des dirigeants des deux pays visant à sceller des partenariats réussis», précise le communiqué. Il a également mis l'accent sur l'importance d'échanger les expertises et les connaissances dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment les médicaments innovants, tout en réfléchissant à un partenariat stratégique avec les opérateurs algériens pour bénéficier des différents avantages et incitations garantis par la nouvelle loi sur l'investissement. De son côté, le président du conseil d'administration de «Qatar Pharma» a affiché l'intention de la société d'investir en Algérie, se disant disposé à «examiner les opportunités de partenariat avec les opérateurs algériens en vue d'une coopération et d'une complémentarité industrielle dans le domaine de l'industrie pharmaceutique», conclut le communiqué.

USINES DE DESSALEMENT

42% de l'eau potable assurée

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué lundi que l'exploitation complète des usines de dessalement de l'eau de mer permettra d'assurer 42 % des besoins du pays en eau potable.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le ministre a précisé que l'entrée en service des cinq nouvelles stations, en sus de celle déjà opérationnelle, augmenterait le taux de dépendance sur cette ressource non conventionnelle de 20 % actuellement à 42 %. La réalisation des usines de dessalement s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, traduisant «une volonté politique prospective visant à faire face aux défis du stress hydrique résultant des changements climatiques, et à satisfaire les besoins croissants induits par le développement économique et agricole du pays». Cette initiative contribuera à assurer l'approvisionnement en eau potable des villes côtières et des

zones urbaines situées jusqu'à 150 km du littoral, d'autant plus que cette ressource n'est pas affectée par les variations climatiques. L'augmentation de la part de l'eau dessalée permettra d'orienter les ressources hydriques conventionnelles vers d'autres secteurs, à l'exemple de l'agriculture et du développement industriel, a-t-il ajouté, rappelant que le taux de remplissage des barrages à l'échelle nationale est actuellement à 38,40 %. Après la mise en service des stations de «Cap Blanc» à Oran et de «Fouka» à Tipasa, trois autres stations seront bientôt livrées à «Tighremt» (Béjaïa), «Cap Djinet» (Boumerdès) et «Koudiet Eddraouch» (El Tarf), avec une capacité de production de 300.000 m³/jour chacune, soit un total de 1,5 million m³/jour.

Pour assurer la maintenance et la durabilité de ces installations stratégiques, des filières spécialisées ont été créées au niveau des universités et des instituts, en coopération avec

les différents opérateurs du secteur, selon le ministre. En ce qui concerne les stations de traitement des eaux usées, dont l'exploitation actuelle ne dépasse pas 10 %, le ministre a précisé que des travaux sont en cours pour les doter de systèmes de traitement tertiaire, ce qui permettra d'atteindre un taux de purification maximal et de renforcer leur utilisation dans l'irrigation agricole. Le ministre vise à augmenter le taux d'exploitation de ces structures à 30 % d'ici la fin de l'année en cours.

UNE RÉPONSE À UNE DEMANDE CROISSANTE

À l'approche du mois de Ramadhan, le ministre a affirmé que son secteur a pris des mesures proactives pour répondre à la demande croissante en eau pendant ce mois, en ajustant les horaires de distribution et en pompant des quantités supplémentaires des barrages.

Par ailleurs, le ministre a évoqué les «attitudes hostiles» du

voisin de l'ouest, telles que les tentatives de drainage systématique du barrage «Djorf Torba» à Béchar, et son impact sur l'équilibre écologique, soulignant que les autorités publiques ont pris plusieurs mesures pour faire face à cette situation, dont la réalisation du projet de transfert de «Boussir 1» pour alimenter la wilaya de Béchar en eau, récemment mis en service avec une capacité de production de 30 000 m³/jour.

Le projet de transfert de «Guatrani» (Béchar), qui assurera 80 000 m³/jour, devrait être lancé dans les semaines à venir, a-t-il dit, affirmant que ce projet est «structural et aussi important que les usines de dessalement».

Enfin, le ministre a souligné que le barrage «Djorf Torba», victime d'un «assèchement systématique pendant plusieurs années», s'est rempli en septembre dernier en seulement 48 heures, recevant plus de 200 millions de m³ d'eau de pluie.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES FRONTALIÈRES À SOUK AHRAS

Formation des cadres aux plus récents outils numériques

La formation revêt une grande importance dans le développement des compétences des cadres locaux pour leur permettre d'exploiter les outils numériques dans la réalisation et le suivi des projets de développement d'une manière scientifique étudiée.

Des journées de formation au profit des cadres locaux des divers secteurs aux « plus récents outils numériques de gestion des projets de développement des zones frontalières » ont été ouvertes lundi dans la wilaya de Souk Ahras. Le Directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Madjid Saâda, a indiqué que ces journées de formation, qui se tiennent jusqu'au 26 février à la salle de conférences Miloud Tahri « s'inscrivent dans le cadre de l'approche du ministère visant à consolider la compétence locale dans la gestion des programmes de développement, notamment des zones frontalières auxquelles la priorité est accordée dans le schéma national d'aménagement du territoire ». Ces journées revêtent aussi « une grande importance dans le développement des compétences des cadres locaux pour leur permettre d'exploiter les outils numériques dans la réalisation et le suivi des projets de développement d'une manière scientifique étudiée », a considéré l'intervenant en soulignant que l'initiative, organisée par la Direction générale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire et l'Agence nationale à l'aménagement et l'attractivité



des territoires, repose sur plusieurs axes dont l'initiation à l'utilisation des systèmes d'analyse des données géographiques pour l'élaboration des cartes de développement et l'analyse des données territoriales, l'utilisation du système ArcGIS en tant qu'outil d'aide à l'analyse et la prise de gestion stratégique et le développement des mécanismes de suivi et d'évaluation des projets sur la base d'indicateurs techniques précis.

UNE VISION INTÉGRÉE
De son côté, le wali de

Souk Ahras, Abdelkarim Zinaï a mis en exergue l'importance de « la formation continue pour suivre les évolutions numériques accélérées et le renforcement de la coordination entre les divers acteurs locaux dont les collectivités locales, les directions exécutives et la société civile pour assurer la réalisation des projets conformément à une vision intégrée garantissant le développement voulu des zones frontalières de la wilaya ». Cette session de formation regroupe les cadres des divers secteurs,

des opérateurs économiques et des représentants de la société civile. Elle comprend un volet théorique et un autre pratique sur les techniques de la gestion des projets de développement par l'utilisation des plus récents outils numériques, notamment d'analyse des données géographiques et les mécanismes de suivi et d'évaluation de sorte à consolider l'efficacité de la planification territoriale et être au diapason de la vision de l'Etat d'appui au développement des zones frontalières.

BÉCHAR

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA MALADIE CŒLIAQUE

Une campagne de sensibilisation sur la maladie cœliaque a été lancée à Béchar par l'Association de wilaya 'Oulfa'. Cette initiative a pour but d'informer la population sur cette maladie, en se concentrant particulièrement sur les personnes atteintes de cette pathologie et a pour objectif d'assurer la disponibilité de produits sans gluten sur le marché local, comme l'ont indiqué les responsables de l'association lundi. À travers cette action, l'Association souhaite apporter un soutien aux patients souffrant de cette maladie ainsi qu'à toute personne sensible au gluten, qui sont environ une centaine dans la wilaya de Bechar, a précisé la présidente, Malika Messaoudi. Pour atteindre ses objectifs, l'association collabore avec toutes les parties prenantes impliquées dans la prise en charge de la maladie, y compris le corps médical, les fournisseurs de produits alimentaires sans gluten et divers secteurs concernés, a ajouté Mme Messaoudi, également nutritionniste à l'Établissement public hospitalier Mère-Enfant Mohamed Boudiaf de Bechar, lors de la manifestation de la semaine nationale de la prévention. Les actions de l'association, qui seront mises en œuvre en étroite collaboration avec le secteur de la Santé, comprendront des rencontres et des réunions avec les patients et leurs familles. L'objectif est de favoriser l'échange d'informations et d'expériences sur la maladie cœliaque et le régime sans gluten, tout en sensibilisant le public sur cette maladie pour en améliorer la compréhension des enjeux et des besoins alimentaires spécifiques. Cela contribuera également à une meilleure détection de la maladie, a-t-elle expliqué. Ces actions seront animées par des gastro-entérologues, des pédiatres, des cardiologues, des médecins généralistes et des laborantins, afin d'assurer une prise en charge optimale de la maladie, a-t-elle ajouté. De plus, il est prévu le lancement prochain d'ateliers d'initiation à la préparation de produits alimentaires sans gluten (pain, gâteaux, chocolat et produits cosmétiques pour les

patientes atteintes de cette maladie), a encore précisé Mme Messaoudi. Les démarches associatives visent également à défendre les intérêts des malades auprès des fabricants et distributeurs de produits alimentaires spécifiques, ainsi que des organismes d'assurances sociales, tout en apportant un soutien aux patients nécessitant pour une meilleure gestion de leur régime alimentaire sans gluten, a souligné la même source. La manifestation nationale de prévention, placée sous le thème « Pour un Ramadhan sain et sûr, évitons les excès pour notre santé », s'est tenue au centre-ville de Bechar et a réuni diverses structures hospitalières de la wilaya. Elle a permis de sensibiliser les citoyens à l'importance de la prévention pour préserver leur santé, surtout durant le mois de Ramadhan. Cette initiative a également pour but d'encourager les professionnels de la santé à promouvoir la prévention par la mise en œuvre de programmes nationaux, ainsi que leur évaluation et suivi. De plus, elle vise à impliquer tous les secteurs concernés dans la sensibilisation et le respect des mesures préventives médicales pour garantir la santé des citoyens, selon Brahim Benabderrahmane, chef de service de prévention médicale de la direction de wilaya de la Santé et de la Population. Pour notre santé », s'est tenue au centre-ville de Bechar et a réuni diverses structures hospitalières de la wilaya. Elle a permis de sensibiliser les citoyens à l'importance de la prévention pour préserver leur santé, surtout durant le mois de Ramadhan. Cette initiative a également pour but d'encourager les professionnels de la santé à promouvoir la prévention par la mise en œuvre de programmes nationaux, ainsi que leur évaluation et suivi. De plus, elle vise à impliquer tous les secteurs concernés dans la sensibilisation et le respect des mesures préventives médicales pour garantir la santé des citoyens, selon Brahim Benabderrahmane, chef de service de prévention médicale de la direction de wilaya de la Santé et de la Population.

UNE CONFÉRENCE ORGANISÉE PAR LE CNDH À SAÏDA

Sensibilisation des étudiants à leurs droits

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaâlani a insisté, lundi à Saïda, sur la nécessité d'œuvrer à la diffusion et à la promotion de la culture des droits de l'Homme auprès des étudiants dans les universités algériennes, afin de les renforcer et les propager au sein de la société. Lors d'une rencontre organisée à l'Université Docteur Moulay Tahar de Saïda, sous le thème "Les grands défis des droits de l'Homme dans le monde contemporain", M. Zaâlani a souligné que le Conseil national des droits de l'Homme œuvre à "sensibiliser les étudiants aux droits sociaux, économiques, culturels et autres". Il a relevé que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une convention conclue entre le CNDH et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. A ce propos, il a rappelé que le CNDH organise des rencontres avec les étudiants pour

débatte de plusieurs questions d'actualité, notamment les explosions nucléaires françaises en Algérie et la politique du double standard dans l'application du droit international et du système mondial. Le même responsable a souligné que l'Algérie mène un combat contre l'idée du double standard du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, dénonçant "la politique d'extermination des enfants et des femmes menées par l'entité sioniste dans la bande de Gaza", qu'il a qualifiée de "honte" pour le droit international humanitaire et le droit international en général. Par ailleurs, une délégation du CNDH a tenu une réunion interactive au siège de la wilaya avec des représentants d'organisations de la société civile locale. Cette rencontre a permis d'aborder plusieurs préoccupations liées à l'emploi, à la prise en charge des personnes atteintes d'autisme ainsi qu'à l'accompagnement des per-

sonnes en situation de handicap. Dans ce contexte, M. Zaâlani a souligné que "la société civile constitue un partenaire essentiel du Conseil national des droits de l'Homme dans l'accomplissement de cette noble mission", affirmant qu'elle représente "un acteur-clé dans la promotion et la diffusion de la culture des droits de l'Homme". D'autre part, la délégation du CNDH a visité l'établissement de rééducation et de réinsertion des femmes à Saïda afin d'évaluer les conditions de détention des pensionnaires et les services qui leur sont offerts. Elle s'est également rendue à l'unité de traitement du cancer de l'hôpital public "Ahmed Medeghri" de la wilaya, ainsi qu'au Centre d'accueil de l'enfance assistée au quartier "En-nasr". Enfin, la délégation a inspecté les locaux de garde à vue relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté de wilaya de Saïda.

EXPOSITION DEVANT LES ÉCRANS

Risque de myopie

Le nombre de personnes atteintes de myopie notamment chez les enfants et les adolescents augmente de façon spectaculaire dans le monde. Près de 4 enfants sur 10 pourraient être myopes d'ici à 2050. En cause, deux facteurs principaux, une moindre exposition à la lumière du jour à l'extérieur et des activités nécessitant une vision plus rapprochée comme l'utilisation d'écrans.



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que d'ici 2050, entre 40 et 50 % de la population mondiale sera myope comparativement à environ 20 à 30 % actuellement. L'explosion des cas de myopie dans le monde chez les enfants et les adolescents inquiète. En plus de la génétique et plusieurs autres causes, la myopie est aussi due aux écrans. Quelque 3000 études ont démontré une corrélation entre l'utilisation des écrans et l'augmentation de la prévalence de la myopie, soulignant que l'exposition aux écrans affecte la vision. Selon une récente étude coréenne, une heure d'exposition quotidienne aux écrans entraîne une augmentation du risque de myopie de 5 % chez les jeunes enfants. Plus cette durée d'exposition est importante, plus le risque s'accroît.

Les chercheurs y voient une corrélation avec le temps que les enfants passent en intérieur. Cette méta-analyse réalisée par des chercheurs de Corée du Sud, publiée le 21 février 2025 dans la revue JAMA Network Open, a compilé les résultats de 45 études ayant porté sur 335 524 participants, âgés en moyenne de 9 ans. Elle a abouti à la conclusion que chaque heure supplémentaire d'exposition aux écrans accroît le risque de myopie, rapporte le journal britannique The Guardian. De précédentes recherches avaient d'ailleurs estimé que 40

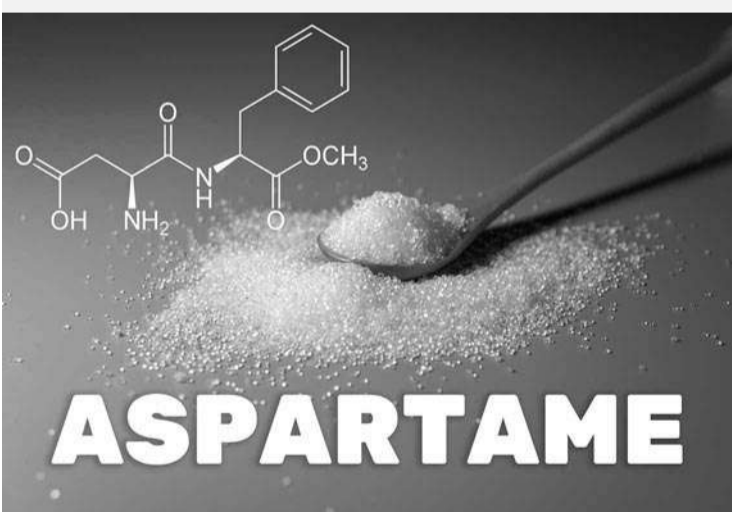
% des enfants et des adolescents du monde entier pourraient être myopes en 2040. Au-delà des facteurs génétiques, la myopie, qui correspond à un allongement du globe oculaire, peut en effet se développer si on ne passe pas suffisamment de temps à l'extérieur et si l'on passe trop de temps à concentrer son regard sur des objets rapprochés. La surexposition aux écrans, en particulier à l'ordinateur et au téléphone portable, semble ainsi être un facteur déterminant. L'étude a constaté que le risque de myopie augmentait fortement en

fonction de celui du temps d'écran. Il grimpe ainsi de 5 % jusqu'à une heure d'exposition par jour et atteint 97 % pour quatre heures d'utilisation. Au-delà, une heure supplémentaire d'utilisation quotidienne augmente de 54 % le risque d'aggraver sa myopie. Ainsi, pour les chercheurs, limiter l'exposition aux écrans à moins d'une heure par jour chez les jeunes pourrait réduire significativement leur risque de devenir myopes. Cependant, l'étude n'a pas pu prouver de lien de cause à effet entre écran et myopie. C'est, plus généralement, le fait de trop maintenir son enfant à l'intérieur qui a été désigné comme facteur aggravant, comme cela déjà pu être montré durant la pandémie de Covid-19. Ce qui est sûr, c'est que la myopie touche de plus en plus de jeunes et d'adolescents, alertent les experts. Si ce trouble visuel qui modifie la vision de loin est généralement associé à une composante héréditaire, dans le cas de la myopie dans l'enfance, il se développe pendant l'âge scolaire et peut continuer à augmenter jusqu'à 18 ans puisque le globe oculaire continue de croître. Il faut savoir que la myopie est reconnue depuis 2016 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme un problème de santé publique, en raisons de la prévalence de la myopie qui a presque doublé durant les vingt dernières années dans les sociétés orientales et occidentales. Pour autant c'est la santé oculaire des nouvelles générations qui est en péril. En cause, deux facteurs principaux, une moindre exposition à la lumière du jour à l'extérieur et des activités nécessitant une vision plus rapprochée comme la lecture ou l'utilisation d'écrans.

mandé de passer en moyenne 2 heures par jour à l'extérieur dès le plus jeune âge. Jouer, marcher, manger dehors... c'est découvrir et s'émerveiller. S'amuser, avec tous ses sens. De même, le visionnage prolongé d'un écran en gros plan accélère la croissance de l'œil et contribue au développement de la myopie. L'OMS déconseille de passer du temps devant un écran avant l'âge de 2 ans. Limitez les écrans à quelques courts moments par semaine autant que possible, en particulier jusqu'à 5 ans. Il est important de garder les écrans à plus de 30 cm de vos yeux et il est préférable de faire une pause toutes les 15 à 20 minutes. Tentez de donner le bon exemple en tant que parent. Dernièrement, le National Academy of Sciences, organisme public d'importance aux États-Unis, a qualifié la myopie non plus comme un simple problème de la vue, mais bel et bien comme une maladie. Ce changement de paradigme considère le potentiel de la forte myopie à causer des modifications pathologiques importantes. Le lien entre myopie et pathologie avait déjà poussé l'OMS à définir la myopie, en 2019, comme un facteur de risque important de cécité dite évitable. Cette décision s'appuyait sur les travaux du Dr Flitcroft, ophtalmologue irlandais, et un consensus d'expert internationaux. Le Dr Flitcroft a démontré que toute personne myope est à risque de pathologie oculaire et que ce risque augmente proportionnellement avec le degré de myopie. Il faut comprendre qu'un œil myope est un œil qui s'allonge et s'étire au-delà de sa longueur moyenne de 24 mm. Cette caractéristique implique une menace pour sa structure, dont la rétine. Sous l'effet de cet allongement, la rétine et la structure oculaire peuvent subir des bris et des déchirures. Le glaucome et les cataractes peuvent également survenir plus rapidement, et leur association avec la forte myopie rend leur traitement beaucoup plus complexe.

SELON UNE NOUVELLE ÉTUDE

L'aspartame, un produit dangereux pour les artères



Les personnes qui prennent l'aspartame tous les jours endommagent leurs artères. C'est ce que révèle une nouvelle étude qui met en garde contre les effets de ce substitut au sucre et des risques pour la santé cardiovasculaire de ce produit omniprésent dans notre alimentation. Cette nouvelle étude, publiée dans Cell Metabolism, dévoile un lien troublant entre ce substitut et des risques accrus pour la santé cardiovasculaire. En effet, selon les chercheurs, l'aspartame pourrait favoriser le développement de plaques graisseuses dans les artères et augmenter l'inflam-

mation, des facteurs majeurs de maladies cardiaques, souligne un article publié dans Top Santé. A l'origine de cette recherche, Yihai Cao, auteur principal de l'étude et spécialiste des maladies chroniques à l'Institut Karolinska en Suède : «L'un de mes étudiants sirotait une boisson sans sucre, et je lui ai dit : «Pourquoi ne pas t'intéresser à ça ?» De cette question est né un travail scientifique qui pourrait bien rebattre les cartes sur notre perception des édulcorants. Si l'impact de l'aspartame sur la santé fait déjà l'objet de nombreux débats, cette étude apporte un éclairage nouveau sur les méca-

nismes biologiques en jeu. Jusqu'à présent, les liens entre édulcorants et maladies chroniques, comme les maladies cardiovasculaires et le diabète, étaient observés sans que leur fonctionnement exact soit compris. L'expérience menée sur des souris a permis d'identifier une piste intéressante. Les chercheurs ont administré à des souris une alimentation contenant 0,15 % d'aspartame, soit l'équivalent de trois canettes de soda light par jour pour un humain, pendant 12 semaines. Les résultats sont sans appel : ces souris ont présenté des plaques plus épaisses dans leurs artères et des niveaux d'inflammation plus élevés que celles n'ayant pas consommé l'édulcorant. L'équipe a également constaté une augmentation des niveaux d'insuline dans le sang. Ce phénomène s'explique par la présence de récepteurs de perception du goût sucré dans notre bouche, nos intestins et d'autres tissus, qui stimulent la libération d'insuline. Or, l'aspartame, qui est environ 200 fois plus sucré que le sucre, semblerait déclencher une réaction excessive de ces récepteurs, piégeant ainsi l'organisme dans un cycle de surproduction d'insuline.

PRÉSERVER LA VUE

Les experts recommandent aux enfants de jouer en plein air. En effet, la lumière du jour est un facteur de protection important pour prévenir la myopie. La lumière du jour fait libérer des substances qui ralentissent la croissance de l'œil. Il est recom-

SUITE AUX RÉSULTATS DES LÉGISLATIVES EN ALLEMAGNE

Merz vise à former une nouvelle coalition gouvernementale

Des discussions informelles ont débuté entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, mais les négociations officielles sont attendues le 6 mars, selon les médias locaux. Le leader conservateur a affirmé aux que les chrétiens-démocrates n'envisageraient aucune alliance avec le parti d'extrême-droite AfD, qui a obtenu son meilleur résultat historique avec 20,8 %, invoquant des divergences fondamentales sur les principes démocratiques et les grandes orientations politiques.

Le dirigeant de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) Friedrich Merz, qui a remporté les élections législatives de dimanche et qui sera probablement le prochain chancelier allemand, a déclaré lundi que son parti avait reçu un mandat « clair » pour former un gouvernement de coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates et que les discussions commenceraient dans les prochains jours. « Quand je regarde la répartition des sièges au Bundestag allemand, nous avons 208 sièges entre la CDU et l'Union chrétienne-sociale (CSU, Bavière) (...) et avec les sièges des sociaux-démocrates, qui ont 120 députés, nous aurons 328 sièges sur 630, bien sûr en mesure de former un gouvernement, une coalition noir-rouge, et c'est exactement ce que nous voulons », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Friedrich Merz, vise à former une nouvelle coalition gouvernementale en huit semaines et a entamé des discussions préliminaires informelles, ont rapporté lundi des médias locaux. D'après le journal Bild, le leader conservateur Merz a contacté dimanche soir Lars Klingbeil, chef du groupe parlementaire du Parti social-démocrate (SPD), lui proposant d'enga-



ger rapidement des discussions sur les possibilités de coalition.

Sans majorité absolue
Les chrétiens-démocrates (CDU/CSU) de Merz ont remporté 28,5 % des voix lors des élections générales de dimanche, s'imposant nettement devant les autres partis mais sans atteindre la majorité absolue nécessaire pour gouverner seuls.

Selon les médias, alors que des discussions informelles ont commencé entre les diri-

geants des partis pour former une coalition avant les fêtes de Pâques (20-21 avril), les pourparlers exploratoires officiels ne devraient pas débuter avant le 6 mars, en raison des élections régionales prévues ce week-end dans le nord du pays, à Hambourg. Bien qu'ayant enregistré leur pire score historique avec seulement 16,4 % des suffrages, les sociaux-démocrates apparaissent comme un partenaire potentiel pour offrir aux chrétiens-démocrates une majorité parle-

mentaire. Ensemble, ils disposeraient de 328 sièges au Bundestag, soit au-dessus des 316 nécessaires.

Le leader conservateur Merz a affirmé dimanche soir aux journalistes que les chrétiens-démocrates n'envisageraient aucune alliance avec le parti d'extrême-droite AfD, qui a obtenu son meilleur résultat historique avec 20,8 %, invoquant des divergences fondamentales sur les principes démocratiques et les grandes orientations politiques.

SOUDAN, MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

MSF suspend ses activités dans un camp du Darfour

L'ONG Médecins sans frontières (MSF) a annoncé lundi la suspension de ses activités dans le camp de déplacés de Zamzam frappé par la famine, dans l'ouest du Soudan, en raison d'une escalade de violences. Ce camp, situé juste au sud d'El-Facher, la capitale du

Darfour-Nord, abrite au moins un demi-million de personnes, la plupart déplacées par le conflit opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), en cours depuis avril 2023. Il a été attaqué le 11 février par les FSR et des combats ont suivi pendant

deux jours dans le camp. Malgré la faim généralisée et les immenses besoins humanitaires, nous n'avons d'autre choix que de prendre la décision de suspendre toutes nos activités dans le camp, y compris l'hôpital de campagne de MSF, a indiqué l'ONG dans un communiqué. Arrêter nos activités en pleine catastrophe, qui s'aggrave à Zamzam, est une décision déchirante, a déclaré Yahya Kalilah, chef de mission de MSF au Soudan, signalant que les conditions de sécurité les plus minimales ne sont actuelle-

ment pas réunies pour que nous puissions rester. Le camp de Zamzam, le plus grand du Darfour, a été le premier endroit où l'état de famine a été déclaré au Soudan en août 2024, selon une évaluation soutenue par l'ONU. La famine touche désormais cinq zones du pays et devrait s'étendre à cinq autres y compris El-Facher en mai. Huit millions de personnes sont au bord de la famine au Soudan, tandis que près de 25 millions, soit environ la moitié de la population, souffrent d'une insécurité alimentaire aigue.

CONFLIT EN UKRAINE

L'UE prépare des sanctions contre la Russie

L'Union européenne va préparer le 17e paquet de sanctions contre la Russie en raison du conflit en Ukraine. C'est ce qu'a annoncé la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion du Conseil de l'UE à Bruxelles.

« Nous avons pris une décision importante, nous avons approuvé le 16e paquet de sanctions et nous continuerons à travailler sur le 17e paquet », a-t-elle déclaré.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont adopté un nouveau train de sanctions à destination de Moscou - le seizième - ce lundi.

Un jour qui n'a pas été choisi au hasard puisqu'il s'agit du troisième anniversaire du conflit Russo ukrainien, qui a débuté le 24 février 2022.

En parallèle, la présidente de la Commission européenne a annoncé l'octroi d'une nouvelle aide de 3,5 milliards d'euros pour l'Ukraine.

CONFLIT DANS L'EST DE LA RD CONGO

Plus de 7.000 morts depuis janvier

Le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo a coûté la vie à plus de 7.000 personnes depuis janvier, dont une part importante des civils, a déclaré lundi la Première ministre Judith Suminwa Tuluka. « On n'a pas encore pu identifier l'ensemble de ces personnes, maintenant c'est très facile de dire que ces morts-là ne sont pas que des militaires », a indiqué Mme Tuluka, lors d'un point de presse en marge du Conseil des droits de l'homme à Genève. Et de préciser : « Il y a une masse importante de personnes civiles qui font partie de ces morts-là ». « La situation sécuritaire et humanitaire dans l'est de la RDC a atteint des niveaux alarmants », avait-elle insisté un peu plus tôt devant le Conseil des droits de l'homme. Outre les 7.000 morts du côté de la RDC, Mme Suminwa Tuluka a précisé à la tribune que « plus de 2.500 corps » ont été enterrés sans être identifiés et que « plus de 1.500 corps traînent dans les morgues ». Pour la seule ville de Goma, la capitale du Nord-Kivu prise par le groupe rebelle M23, la Première ministre cite des sources onusiennes faisant état « de plus de 3.000 morts ».

DANS UNE ATTAQUE ARMÉE AU NORD-OUEST DU KENYA

20 pêcheurs tués

Au moins 20 pêcheurs kenyans ont été tués lors d'une attaque armée samedi soir dans la zone frontalière de Todonyang, le long du lac Turkana (nord-ouest du Kenya), ont indiqué dimanche des responsables gouvernementaux et des témoins. « Des miliciens lourdement armés de la tribu éthiopienne des Dassanech ont mené des raids le long de la frontière entre le Kenya et l'Éthiopie, près de la rivière Omo, tirant au hasard sur les victimes qui pêchaient », ont affirmé des responsables, cités par des médias. Le commissaire du comté de Turkana, Julius Kavita, a confirmé l'attaque mais n'a pas pu établir le nombre de morts. « Oui, il y a eu une attaque. On nous a dit que certaines personnes avaient perdu la vie, et nous nous efforçons de vérifier les faits avant de les rendre publics », a déclaré Kavita. Un réserviste de la police locale, cité par des médias, a déclaré qu'il avait compté 20 corps sur les lieux. « Les corps sont éparpillés le long du lac. D'autres pêcheurs sont également portés disparus », a déclaré le réserviste. Selon lui, l'incident est lié à une attaque de représailles après que des bandits Turkana présumés du Kenya aient tué trois pêcheurs Dassanech d'Éthiopie près de la rivière Omo samedi matin. Les survivants ont déclaré que cinq bateaux utilisés par des pêcheurs kenyans avaient été attaqués lorsque les membres de la tribu Dassanech ont tendu une embuscade aux pêcheurs Turkana. « Après l'attaque, les miliciens se sont emparés des bateaux et du matériel de pêche et se sont enfuis du côté éthiopien », a déclaré Eric Ekal, un pêcheur qui a survécu à l'attaque.

UKRAINE - RUSSIE

Adoption d'une résolution appelant à une fin rapide du conflit

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté lundi une résolution appelant à mettre une "fin rapide" au conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine et à une paix durable. Bien que les efforts fournis par le Royaume-Uni et les membres de l'Union européenne au Conseil pour renforcer le ton n'aient pas abouti, la résolution proposée par les États-Unis a recueilli 10 voix pour et cinq abstentions, celles de la Grèce, de la France, de la Slo-

venie, du Danemark et du Royaume-Uni. Exprimant sa tristesse face aux pertes en vies humaines causées par cette guerre qui a duré trois ans, la résolution a réaffirmé la mission première de l'ONU, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le texte adopté a souligné la nécessité d'une résolution pacifique du conflit, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies.

LIGUE 1 MOBILIS (18E J)

Le leader pour garder le cap, le CRB en embuscade

Les affiches MCA-CSC ont de tout temps été disputées de part et d'autre, que ce soit à Alger ou à Constantine. Le rendez-vous de vendredi ne devrait pas donc déroger à la règle, entre deux des meilleures équipes du championnat.

Par Merouane. A

Le MC Alger, leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, aura l'occasion de maintenir la cadence pour espérer garder le cap et surtout sa place en tête du classement, avec la réception du CS Constantine, lors de la 18e journée, prévue mercredi, jeudi et vendredi. Vainqueur dimanche soir face au Paradou AC (3-1), au stade du 5-Juillet, quelques jours après son élimination en Coupe d'Algérie, le «Doyen» (1er, 34 pts), sera en face cette fois-ci à un adversaire beaucoup plus coriace, puisque le club constantinois (5e, 25 pts), aspire à se rapprocher du podium et se replacer. Les affiches MCA-CSC ont de tout temps été disputées de part et d'autre, que ce soit à Alger ou à Constantine. Le rendez-vous de vendredi ne devrait pas donc déroger à la règle, entre deux des meilleures équipes du championnat. Le CR Belouizdad et l'USM Alger, logés ensemble à la deuxième place

avec 29 points chacun, affronteront des adversaires de différents calibres. Si le Chabab partira largement favori à domicile face à la lanterne rouge, l'US Biskra (15e, 14 pts), l'USMA se rendra à El-Bayadh, pour défier le MCEB (10e, 21 pts). Avec 12 matchs de rang sans la moindre victoire en championnat, l'USB devrait laisser des plumes face au CRB, à moins que les joueurs de l'entraîneur Lyamine Bougherara ne se rebiffent. Pour sa part, l'USMA croisera le fer avec l'une des équipes les plus fébriles à la maison, puisque le MCEB n'a pris que 11 points sur 24 possibles. Une statistique qui pourrait profiter au club algérois, pour espérer revenir avec un bon résultat de ce déplacement.

L'ENTRAINEUR ZINBAUER DE LA JSK VISE SON PREMIER SUCCÈS

La JS Kabylie (4e, 26 pts), qui reste sur une mauvaise série de quatre matchs de suite sans victoire, toutes compétitions

confondues, sera face à un match piège, à domicile face au Paradou AC (8e, 23 pts). Les "Canaris", qui auront l'avantage du terrain, mais pas du public (huis clos oblige), seront appelés à sortir le grand jeu face au PAC, quatrième meilleure équipe à l'extérieur (10 points empochés sur 24 possibles, NDLR). Un succès permettra à la JSK de rester coller au podium, alors que le nouvel entraîneur allemand, Josef Zinnbauer, est à la recherche de sa première victoire avec la formation de la ville des Genêts, depuis son arrivée, en remplacement d'Abdelhak Benchikha. De son côté, la JS Saoura, auteure de son premier succès en déplacement, sur le terrain de l'USM Khenchela (3-1), aura une bonne opportunité de confirmer ce succès, en recevant l'Olympique Akbou (12e, 20 pts). Invaincue jusque-là dans son antre du 20-août 1955 de Béchar, la JSS, troisième meilleure équipe à domicile (18 points pris sur 24 possibles, NDLR), jouera pour la gagne et maintenir son invincibilité "at home". Quant à l'O.Akbou, l'équipe se rendra à Béchar avec une statistique rassurante: elle est invaincue depuis l'arrivée du nouvel entraîneur français Denis Lavagne (2 victoires et 3 nuls, NDLR). Enfin, dans la course au maintien, le NC Magra (14e, 16 pts), devra absolument réussir sa sortie à la maison, face à l'ES Sétif (6e, 24 pts), pour pouvoir amorcer sa mission de sauvetage.

M.A

Le programme :

Mercredi, 26 février 2025 :

NCM- ESS 15h30

CRB-USB 20h00

Jeudi, 27 février 2025 :

MCEB- USMA 15h30 (huis clos)

JSS-OA 17h00

Vendredi, 28 février 2025 :

JSK - PAC 16h45 (huis clos)

MCA-CSC 19h00

USMALGER

Le Burundais Bimenyimana enregistré

L'attaquant international burundais Bonfils-Caleb Bimenyimana, a été officiellement qualifié avec sa nouvelle équipe, l'USM Alger, quelques jours après son arrivée lors du mercato d'hiver, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football lundi.»

La commission du statut du joueur de la Fédération algérienne de football (FAF), a qualifié notre nouvel attaquant Bonfils-Caleb Bimenyimana,

après l'étude de la demande de qualification introduite par la direction.

Le joueur, signataire d'un contrat jusqu'au 31 janvier 2026, avec option de prolongement, est concerné par le prochain match en déplacement face au MC El-Bayadh», a indiqué l'USMA sur ses réseaux sociaux. Bonfils-Caleb Bimenyimana (27 ans), arrivé en provenance du club iranien de Zob Ahan FC (Div.1), a entamé l'entraînement collectif avec le club

de Soustara le 16 février, «d'une manière progressive, dans le but de retrouver son niveau, et bien s'intégrer rapidement au sein du groupe.», ajoute la même source. Lors de la période des transferts d'hiver, l'USMA a engagé cinq joueurs. Outre Bimenyimana, les «Rouge et Noir» ont recruté le défenseur Haïthem Loucif (ex-Yverdon-Sport/ Suisse), les attaquants Ahmed Khaldi (ex-Al-Arabi SC koweïtien) et Riyad

Benayad (ex-Raja Casablanca), ainsi que le milieu offensif Mehdi Merghem (ex-SC Farense/ Portugal). En revanche, le club algérois s'est passé des services de plusieurs joueurs à l'image du défenseur Hocine Dehiri, parti rejoindre Al-Qadisiya au Koweït, du milieu offensif Mohamed Aït El-Hadj, qui s'est engagé avec le Paradou AC, ou encore de l'attaquant Sékou Gassama, qui a opté pour le club espagnol de CD Eldense (Div.2).

ARABIE SAOUDITE

Bendebka porte Al-Fateh

L'international algérien Sofiane Bendebka a une nouvelle fois prouvé son importance au sein d'Al-Fateh en contribuant activement à la victoire de son équipe face à Al-Okhdood (3-1), lors de la 22e journée de la Saudi Pro League.

Aligné au cœur du jeu, Bendebka a marqué un but crucial sur penalty à la 49e minute, permettant à son équipe de prendre l'avantage après un premier acte disputé. Son sang-froid et sa précision ont fait la différence dans un match où Al-Fateh a su imposer son rythme face à un adversaire

accrocheur. Le score a été ouvert par Djaniny Tavares à la 26e minute, avant que l'équipe locale n'égalise grâce au Zimbabwéen Knowledge Musona (30e).

Mais dès le retour des vestiaires, Bendebka a permis aux siens de reprendre l'avantage en transformant parfaitement un penalty (49e). Le Marocain Mourad Batna a ensuite scellé la victoire en inscrivant le troisième but d'Al-Fateh à la 82e minute, également sur penalty. Grâce à cette victoire, Al-Fateh grimpe à la 15ème place du classement et s'éloigne pour

le moment de la zone de relegation, continuant de lutter pour améliorer sa position en Saudi Pro League. Bendebka, lui, poursuit sur sa lancée et

s'affirme comme l'un des cadres de son équipe, offrant à chaque match une régularité et une efficacité précieuses.

LIGUE 2 AMATEUR (21E JOURNÉE)

CAB-USS avancé, deux matchs décalés

Le match entre le CA Batna et l'US Souf, comptant pour la 21e journée du groupe Centre-Est de la Ligue 2 amateur de football, a été avancé de 48 heures, soit au mardi 25 février, au stade du 1er-novembre de Batna, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA), dans un communiqué.

Les autres matchs du groupe Centre-Est joueront le jeudi 27 février, à partir de 14h00, précise la même source. Dans le groupe Centre-Ouest, et comptant également pour la 21e journée, les deux

matchs US Béchar Djedid-CR Témouchent et SKAF Khemis-Miliana-JS El Biar, ont été décalés de 24 heures, soit au vendredi 28 février à 15h00, tandis que les autres rencontres ont été maintenues au jeudi 27 février.

Le match RC Arbaâ-GC Mascara se jouera à huis clos. Le MB Rouissat occupe la tête du classement du groupe Centre-Est avec 48 points, alors que l'ES Ben Aknoun est aux commandes du groupe Centre-Ouest avec 46 unités, rappelle-t-on.

TENNIS

L'arbitre Wael Harami décroche le White Badge

L'arbitre algérien Wael Harami a décroché lundi le White-Badge, lors d'un stage organisé par la Fédération internationale de tennis (ITF) à Pretoria en Afrique du Sud, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAT). "Le stage s'est déroulé en présence des formateurs titulaires d'un Gold Badge Chair Umpire, l'Allemand Timo Janzen, le Français Damien Dumusois et le Britannique James Keothavong, ainsi que l'Australien Wayne McKewen, titulaire d'un Gold Badge Referee", a précisé l'instance fédérale. Wael Harami (22 ans) avait décroché le 15 mai 2023, le Green-Badge lors d'un stage de niveau 1, organisé par l'ITF, à Tunis (Tunisie). "Une nouvelle aventure pour Wael Harami dans le monde de l'arbitrage international qui commence. La FAT tient à féliciter le jeune Wael pour cette distinction et lui souhaite beaucoup de réussite dans les jours à venir", s'est réjoui la FAT

MLS

Farsi et Bakrar de retour

Ca y est c'est enfin la reprise en MLS et nos deux internationaux Mohamed Farsi et Monsef Bakrar on joué ce week-end.

Le latéral droit de Columbus Crew a débuté par une victoire 4-2 face aux Chicago Fire. Mohamed Farsi a joué 87 minutes sur son côté devant une défense à trois.

De son côté Monsef Bakrar affrontait en Floride l'Inter Miami de Lionel Messi et Luis Suarez. Sans surprise il n'a toujours pas retrouvé sa place de titulaire, effectuant son entrée en jeu à la 90e minute pour voir son équipe New York City encaisser un dernier but pour un match nul 2-2.

EQUIPE NATIONALE DE FUTSAL

Les Verts en stage de préparation à Fouka

La sélection algérienne de Futsal a entamé dimanche dernier un nouveau stage de préparation au Centre de regroupement de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), en vue des prochaines échéances internationales, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Pour ce regroupement, le sélectionneur national, Nourdine Benamrouche a convoqué 20 joueurs issus de différents clubs du championnat local. Une première séance d'entraînement a eu lieu dimanche. Le stage se poursuivra jusqu'au 26 février.

O. MARSEILLE

Longoria fait son mea culpa

La colère est retombée: dans une interview lundi avec l'AFP, le président de l'OM Pablo Longoria est revenu sur les mots très forts lâchés après la défaite à Auxerre, qui pourraient lui valoir une lourde sanction, et a admis qu'il n'y avait "pas de corruption dans le foot français". "Je tiens à dire qu'il n'y a pas de corruption dans le foot français", a clairement assuré Longoria dans cette interview. "La forme n'était pas appropriée et ce mot, je le regrette", a-t-il ajouté.



Furieux de l'arbitrage de Jérémy Stinat à Auxerre, les dirigeants marseillais ont parlé très fort samedi soir, évoquant tour à tour un arbitrage "scandaleux" ou "honteux". "Dites-le bien que Pablo Longoria le dit: c'est de la vraie corruption!", a même lâché le pré-

sident de l'OM, que des images du diffuseur DAZN ont montré manifestement fou de rage dans les couloirs du stade. "Je suis très autocritique, je ne peux pas accepter de donner ce type d'image. Un président de club ne peut pas se comporter comme ça. Rien ne justifie la forme et je ne suis pas content de moi-même", a déclaré Pablo Longoria à l'AFP. Une fois le mea

culpa prononcé, Longoria a tout de même présenté quelques explications. "Même si rien ne la justifie, il faut comprendre comment tu arrives à cette colère. Ma première responsabilité, c'est de défendre mon club. Il y a eu cette saison beaucoup de décisions arbitrales sur lesquelles je considère que l'OM a été défavorisé", a ainsi estimé le président marseillais. Le diri-

geant espagnol, inquiet de "toute la situation actuelle du foot français", enlisé dans ses difficultés financières et le dossier des droits TV, a aussi estimé qu'il y avait "des choses qui ne sont pas claires et qu'il faut améliorer, pour tout le monde". Mais alors qu'il est l'un des vice-présidents de la Ligue de football professionnel, Longoria sait aussi qu'il s'expose à une sanc-

tion, qui pourrait être lourde. "Je me dois d'assumer ce que j'ai fait. Ne pas le faire serait hypocrite", a-t-il assuré lundi.

EN COMMISSION DÈS AUJOURD'HUI

Saisie par le Conseil national de l'éthique, la commission de discipline va ainsi traiter son dossier dès ce mercredi et la gamme des punitions possibles est assez large. Selon le barème disciplinaire de la FFF, un comportement "excessif ou déplacé" doit être sanctionné de trois matches de suspension, ce qui semble être le scénario le plus favorable pour Longoria. Car si la commission pointe un "comportement blessant", la sanction peut passer à quatre matches. Plus grave encore, un "comportement grossier ou injurieux" peut entraîner jusqu'à 12 matches de suspension et un "comportement intimidant ou menaçant" peut être puni de six mois de suspension. La fin de saison de l'OM pourrait donc s'écrire avec un président suspendu et un directeur du football suspendu, puisque Medhi Benatia purge actuellement une sanction de trois mois après un incident qui impliquait déjà Jérémy Stinat.

AC MILAN

Une révolution se prépare chez les « Rossoneri »

Tout semblait bouclé ou presque. Comme expliqué par RMC Sport mi-février, Mike Maignan devrait prochainement prolonger son contrat avec l'AC Milan. A moins que les récentes prestations du gardien français ne redéfinissent les choses. A en croire les informations parues lundi dans la presse italienne et notamment dans la Gazzetta dello Sport, la direction lombarde temporiserait un peu en raison des récentes performances du Tricolore. Pas au mieux ces dernières semaines, en particulier en Ligue des champions avec une boulette déterminante dans l'élimination des Rossoneri face au Feyenoord, Mike Maignan paraît un peu marquer le pas à Milan. Sous contrat jusqu'en 2026, même si une prolongation le lierait avec le club pour deux années supplémentaires, l'international français ne serait pas forcément retenu en cas de belle offre pendant le mercato estival. Seulement septième provisoire de Série A après 25 matchs joués, les Rouge et Noir

pourraient bien être privés d'Europe la saison prochaine si les performances de l'équipe dirigée par Sergio Conceição ne s'améliorent pas. L'hypothèse d'un départ semble plus crédible pour Théo Hernandez. Et pour cause, contrairement à Mike Maignan le latéral gauche n'a toujours pas trouvé d'accord pour prolonger. Lui aussi lié avec les Milanais jusqu'en 2026, le défenseur pourrait ainsi être invité à partir pendant l'été pour éviter de le laisser partir libre un an plus tard.

LEAO PAS ASSEZ EFFICACE

Surtout que l'ancien joueur du Real et de l'Atletico traverse une période compliquée en Italie. A la fois en-dehors des terrains, où il a défrayé la chronique après une soirée arrosée, et sur la pelouse avec des prestations médiocres. A en croire le quotidien, les discussions avec la direction lombarde autour d'une prolongation ont capoté à cause de ses mauvaises performances sur le terrain. Pire,

il est possible qu'elles ne reprennent pas et l'AC Milan se montrera à l'écoute en cas d'offre pour l'international aux 36 sélections avec la France.

En plus des deux Français, un troisième cadre de l'effectif rossonero poserait problème selon La Gazzetta dello Sport: Rafael Leao. Bientôt six ans après son transfert en provenance de Lille, l'ailier portugais connaît un exercice 2024-2025 des plus frustrants. Avec neuf buts et huit passes décisives en 36 apparitions, le Lusitanien conserve une place déterminante dans les performances de l'attaque milanaise. Mais son incapacité à marquer dans les grands matches et une certaine désinvolture agaceraient. Mais contrairement à ses deux coéquipiers français, Rafael Leao dispose d'un contrat longue durée jusqu'en juin 2028. Le tout avec une clause libératoire fixée à 175 millions d'euros, un montant difficilement payable par un cadreur européen compte-tenu des récents matchs du Portugal.

FC BARCELONE

La prolongation de Yamal se complique

Après le flou autour de l'avenir de Dani Olmo, le Barça s'offre de nouvelles sueurs froides pour prolonger le crack Lamine Yamal et le taulier Inigo Martinez. Quelques semaines après la clôture du mercato hivernal en Espagne, le club catalan cherche à sécuriser l'avenir de deux cadres de l'équipe première.

Si tout semble réuni pour signer les prolongations, la direction se retrouve face à un énième contretemps administratif. Selon les informations relayées par plusieurs médias locaux dont le journal Mundo Deportivo, le Barça négocie le transfert de Vitor Roque à Palmeiras pour finaliser la signature des nouveaux contrats de sa pépite et du vétéran de la défense. Problème, le temps presse et l'opération doit être bouclée avant la fin de la fenêtre des transferts au Brésil, le

28 février. Prêté depuis le début de la saison au Betis, Vitor Roque réalise une campagne 2024-2025 très mitigée avec seulement 7 buts en 33 apparitions toutes compétitions confondues. Si le club andalou ne le retiendrait pas forcément, le départ de "Tigrinho" est bloqué tant que le Barça ne paye pas une compensation financière aux Sévillans.

A LA RECHERCHE D'UNE FAILLE DANS LES RÈGLES DE LA FIFA

Le plan initial du Barça devait permettre au Betis de prêter Vitor Roque à Palmeiras avec une option d'achat obligatoire pour l'été prochain. Mais la Liga s'est opposée à une telle solution.

La direction catalane chercherait désormais une faille dans les règlements de la Fifa pour obtenir le retour immédiat de

l'attaquant brésilien sans avoir à l'enregistrer (ce qui n'est plus possible depuis la fermeture de la fenêtre hivernale des transferts le 3 février) et ensuite l'envoyer au Brésil via un transfert sec contre 25 millions d'euros (pour 80% des droits du joueur de 19 ans).

Au-delà de compenser en grande partie la facture du transfert de l'espoir recruté en janvier 2024 pour 30 millions d'euros, Barcelone disposerait alors de la surface financière pour valider les prolongations de Lamine Yamal et Inigo Martinez.

Mais en cas d'impossibilité de finaliser l'opération cet hiver, la direction blaugrana serait obligée de patienter jusqu'au mercato bonus mis en place par la Fifa pour les clubs qualifiés pour la prochaine Coupe du monde des clubs.

TURQUIE

Galatasaray accuse Mourinho de racisme

De vives accusations. En marge du derby d'Istanbul lundi soir entre Galatasaray et Fenerbahçe (0-0), comptant pour la 25e journée du championnat turc, José Mourinho a été accusé de racisme. Galatasaray reproche certains propos à l'entraîneur portugais du Fenerbahçe.

Après le match nul entre les deux équipes, José Mourinho a tenu à remercier l'arbitre de la partie, de nationalité slovène. "Si ça avait été un arbitre turc, cela aurait été un désastre complet", a lancé le "Special One". "Le banc de Galatasaray sautait comme des singes après chaque bonne décision."

Rapidement, Galatasaray a publié un communiqué sur ses réseaux sociaux, accompagné du slogan "Say no to racism". "Depuis qu'il a pris ses fonctions d'entraîneur en Turquie, Jose Mourinho, le manager de Fenerbahçe, n'a cessé de faire des déclarations désobligeantes à l'égard du peuple turc", pointe du doigt le club stambouliote.

"Aujourd'hui, son discours est passé de simples commentaires immoraux à une rhétorique sans équivoque et inhumaine."

Galatasaray annonce par ailleurs son intention "d'engager des poursuites pénales" après ces déclarations "racistes" de José Mourinho. Les dirigeants déposeront aussi une plainte auprès de l'UEFA et de la FIFA. "Par ailleurs, nous observerons avec attention la position adoptée par Fenerbahçe - une institution qui se veut porteuse de 'valeurs morales exemplaires' - en réponse au comportement répréhensible de son manager", a conclu Galatasaray.

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3				■				
4					■			
5	■						■	
6								
7				■				
8						■		
9	■				■			■
10								
11				■				
12			■					

VERTICALEMENT

- A. Voracité.
- B. Textiles. Il est sollicité dès que le grutier travaille. Lentille.
- C. Femme à charges.
- D. Cérium. Monnaie de geisha. Difficile à mater.
- E. Il s'intéresse à nos achats. Qui a connu bien des révolutions. On l'utilise en mégisserie.
- F. Pas un verbe très glorieux. Femme de lettres française.
- G. Ville du Puy-de-Dôme. Programme à répétition.
- H. Oscillation. Passage entre deux milieux.

HORIZONTALEMENT

- 1. Ils recouvrent une partie du Groenland.
- 2. Remercié sans aucune politesse.
- 3. C'était jamais. Brève rencontre.
- 4. Terme de droit. Vallée éthiopienne.
- 5. Il allait souvent au charbon.
- 6. Arbres originaires de Chine.
- 7. La Toile. Crève cœurs.
- 8. Fait des histoires. Grande puissance.
- 9. Elle a connu l'amour vache. Patron abrégé.
- 10. Répétais ce que j'avais appris.
- 11. Courroux. Prénom romanesque.
- 12. Suit le docteur. Chaîne des Incas.

LES MOTS FLÉCHÉS

ÉCHELLE DE PRIX JARDIN D'ENFANTS	CONTE OU FABLE COMMANDEE À DISTANCE	HIDALGO À PARIS BLOCS DE PIERRE	DISPOSÉ AU BON ENDROIT AU MILIEU	ANIMAUX ANCIENNE DEVISE ITALIENNE	PARTICULIÈREMENT CHER RENDENT			
ADMETTRE SES TORTS ELLE PROPULSE L'AVION			FAIRE APPEL À SON IMAGINATION					
C'EST UN PLAT DÉSERT DE CAILLOUX			FEMME DE LA MYTHOLOGIE					
FRANCHEMENT DÉTESTÉ	COMME DES BONBONS QUI PIQUENT				APRÈS JE CARTE DE JEU			
DISQUE À ÉCOUTER CŒUR DU PAIN					LEVA L'ARRIÈRE-TRAIN	CHAÎNE DE TÉLÉVISION		
À PLEURER MIS EN MOUVEMENT	AMATEUR DE HAUTS SOMMETS ENLÈVE				FRUITS DE CA-VAILLON RELEVER LE PLAT	CÉLÈBRE COUTEAU SECTEUR POSTAL	AVE OU PATER EMBÊTEMENT	TERMINAISON DU PREMIER GROUPE CHAMPION
LAIT ENFANTIN HEUREUX POSSESSEUR						ENTRE LE NORD ET L'EST		
METS EN JEU AU TENNIS			ATTACHÉ AVEC UNE CORDE					



SUDOKU

			3		8			
		1					9	
		2	7		9	4		
			8	7	2			
3				4				9
	5			9			7	
8	9						1	4
5								8
			1		5			

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ADRESSER BLUE-JEAN BOSSEUR BOUEE CALECHE CEUX CHAKRA ECHU
EMERGENCE ETRANGETE GNOU GRANULE GRUAU NARRATEUR PRESENCE
QUESACO RADICAL REGAL RESUMER RIGOLER SASSAFRAS VALSEUR VOEU
VORACE XERES

R	O	E	S	V	R	R	R	V	B	E	E
U	H	C	E	A	E	E	B	O	T	G	C
E	L	N	A	L	S	L	S	E	R	E	N
T	A	E	O	S	U	S	G	U	C	H	E
A	C	G	E	E	E	N	A	H	M	C	S
R	I	R	J	U	A	U	A	F	A	E	E
R	D	E	R	R	O	K	Q	R	R	L	R
A	A	M	T	N	R	B	O	E	G	A	P
N	R	E	G	A	L	V	X	U	E	C	S

PATRIMOINE, CINÉMA, MUSIQUE

Miser sur la culture comme levier économique

Le ministère mise aussi sur l'investissement privé. Des prêts bancaires, des aides via l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et des infrastructures dédiées (dont la création de studios et de villes cinématographiques) figurent parmi les chantiers annoncés.

Par Samy Terki

Devant la Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a exposé lundi, la nouvelle feuille de route de son département. Un programme qui s'inscrit dans une dynamique de transition, faisant de la culture un secteur productif, ancré dans une approche économique, tout en consolidant les fondements de l'identité nationale. La protection du patrimoine, enjeu clé de la souveraineté culturelle, s'organise autour d'une stratégie nationale déclinée en trois axes, évaluer les failles existantes, mettre en place des mesures préventives et proposer des mécanismes concrets pour sa préservation. Première mesure phare : la création de cellules de veille permanentes chargées de repérer les tentatives d'appropriation du patrimoine algérien. Ces unités devront traquer les vols et falsifications, notamment sur la scène internationale, alors que plusieurs biens culturels du pays ont déjà fait l'objet de réclamations judiciaires.

Dans la même optique, un vaste recensement national du patrimoine est en cours, avec un accent mis sur les biens menacés. L'objectif est aussi d'accélérer les procédures de classement, vingt nouveaux dossiers sont prêts pour intégrer la liste nationale du patrimoine matériel, et six autres seront soumis à l'UNESCO pour une reconnaissance mondiale. Autre initiative d'envergure : la mise en place d'un système de labellisation des éléments du patrimoine algérien, couplée à la création de banques de don-



nées pour assurer une protection juridique efficace.

Les assises nationales du cinéma, organisées récemment à Alger sous l'égide de la présidence, ont livré leur diagnostic, le cinéma algérien souffre d'un manque criant d'infrastructures, de financement structuré et d'une véritable industrie. Pour y remédier, un Conseil supérieur du cinéma verra le jour, avec pour mission d'établir une feuille de route pour le développement du secteur.

Dans le même temps, un Centre national des archives cinématographiques sera créé, tandis que le Fonds national pour le développement du cinéma (FDATIC) va reprendre du service, après une période d'hibernation. L'enjeu ? Financer des productions ambitieuses, capables d'exporter l'image de l'Algérie. Le ministère mise aussi sur l'investissement privé. Des prêts bancaires, des aides via l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et des infrastructures

dédiées (dont la création de studios et de villes cinématographiques) figurent parmi les chantiers annoncés. Un cadre législatif plus précis est également en préparation, avec la promulgation de treize textes réglementaires encadrant la loi 24-07 sur l'industrie cinématographique.

DYNAMISER LA SCÈNE CULTURELLE

Le théâtre algérien produit chaque année plus de 120 œuvres, un dynamisme que l'État entend accompagner. Le statut des théâtres publics sera revu pour leur offrir une viabilité économique, tandis que les aides aux associations, coopératives et artistes seront maintenues, avec 249 subventions attribuées en 2024. Côté musique, un projet d'envergure vise à renforcer l'apprentissage et la formation. Dès les prochains mois, 19 écoles de musique ouvriront dans les maisons de jeunes, une première phase avant une généralisation à l'ensemble des wilayas en

2025. Le ministère mise sur le numérique pour moderniser l'accès à la culture. Une plateforme de services en ligne (E-services culture) est déjà opérationnelle, tandis qu'un portail dédié à la lutte contre le trafic illicite des biens culturels (turathi.dz) a été mis en place. Côté musées, la feuille de route prévoit la création de neuf nouveaux établissements et de deux centres d'interprétation dans les wilayas de Djelfa et de Saïda. En parallèle, des visites virtuelles de 360 sites archéologiques et musées ont été lancées, une initiative qui pourrait transformer l'accès au patrimoine. Derrière ces annonces, une ambition se dessine, ancrer la culture algérienne dans une dynamique économique, tout en consolidant son rôle fondamental dans la construction de l'identité nationale. Un pari à long terme, qui se jouera autant dans les arbitrages budgétaires que dans la capacité du secteur à attirer de nouveaux acteurs.

S.T.

EXPOSITION DES ŒUVRES DE KAMEL CHERIF MOHAMDI À EZZOU'ART

Le Ramadhan éclairé d'arabesques florales

Dans la galerie Ezzou'Art, la lumière se décline en motifs ciselés, en volutes de couleurs et en reflets délicats. L'exposition «Lumières et reflets du Ramadhan» de l'artiste-peintre Kamel Cherif Mohamedi est une ode à l'élégance de la céramique, un hommage vibrant aux traditions décoratives arabesques, sublimes par une palette éclatante. Dès l'entrée, le regard est happé par un foisonnement de formes et de teintes, des tableaux où s'entrelacent bouquets de fleurs et figures géométriques étoilées, des assiettes finement ornées, des bonbonnières travaillées avec minutie. L'ensemble compose un univers où chaque détail révèle une recherche esthétique poussée, un dialogue subtil entre lumière et couleur. Si la composition est harmonieuse, c'est avant tout grâce à la maîtrise chromatique de l'artiste. Le vert règne en maître dans son œuvre : vert d'eau, vert céladon, vert pistache, vert émeraude, vert olive... Autant de

nuances qui se déclinent et se répondent, rehaussées çà et là de touches de turquoise, de jaune éclatant ou de rouge profond. La finesse des entrelacs, le jeu des contrastes et l'équilibre des formes traduisent une sensibilité artistique aiguisée. Dans certaines toiles, la lumière semble jaillir du fond du tableau, portée par une superposition habile de pigments et de transparences. Loin d'être figée, la couleur vibre, se module au gré des ombres et des reflets, conférant aux œuvres une dynamique presque hypnotique.

UN ARTISAN DU RAFFINEMENT

Autodidacte, Kamel Cherif Mohamedi a affûté son talent au contact des artisans céramistes, explorant au fil des ans les secrets des arabesques florales et des motifs traditionnels. Trente ans d'expérience lui ont permis d'affiner un style unique, à la croisée de l'art décoratif et de la peinture, où chaque composition

révèle un travail d'orfèvre. Sa signature ? Une exquise technicité, qui s'exprime aussi bien sur la toile que sur la poterie, à travers des fresques murales ou de délicats objets d'art. Son parcours l'a mené à exposer en Tunisie, en Turquie et dans plusieurs villes d'Algérie, faisant de lui un ambassadeur de cet art ancestral qu'il renouvelle avec brio. Présentée comme un prélude au mois sacré, cette exposition s'impose comme une invitation à la contemplation. Elle plonge le spectateur dans un univers où la spiritualité affleure à travers la géométrie des formes, la fluidité des motifs et l'harmonie des teintes. Un voyage chromatique et sensoriel, où l'art devient lumière. Dans cette galerie où la tradition dialogue avec la modernité, Kamel Cherif Mohamedi ne se contente pas de perpétuer un savoir-faire, il lui insuffle une âme nouvelle, un éclat qui fait résonner le passé dans le présent. Une exposition à découvrir, à ressentir, et surtout, à savourer.

S. T.

AU PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI ZAKARIA

Le design italien en quête de sens et de poésie

Au cœur du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, une exposition hors normes déploie les lignes et les volumes d'un design affranchi des diktats du marché. «The New Poetic Activism - Le design italien à la recherche d'objets incontournables», conçue par l'Adi Design Museum de Milan, fait escale à Alger pour interroger, à travers 17 créateurs, la nature profonde des objets qui peuplent notre quotidien. Organisée sous l'égide de l'ambassade d'Italie en Algérie, de l'Institut culturel italien d'Alger et de l'Agence italienne pour le commerce extérieur, en partenariat avec le ministère de la Culture et des Arts, cette exposition, dirigée par Mario Trimarchi, prolonge une tradition où l'industrie et l'expérimentation esthétique avancent de concert.

Jusqu'au 27 mars, les visiteurs sont invités à une immersion où l'objet n'est plus simple fonction, mais vecteur d'émotion, d'interrogation, voire de subversion. Depuis des décennies, le «made in Italy» repose sur une alliance subtile entre savoir-faire artisanal et innovation industrielle. Mais ici, point de glorification du passé ni de célébration de la seule performance technique.

Ce que donne à voir «The New Poetic Activism», c'est une rupture assumée avec l'utilitarisme et le consumérisme aveugle. Ces designers prennent le contre-pied de la standardisation et imaginent des objets qui ne saturent pas l'espace, mais l'interrogent. Dans un monde en proie à la surproduction et à la quête de sens, la réflexion prend le pas sur la simple création d'objets. L'exposition propose des œuvres qui défient les logiques marchandes et s'émancipent des contraintes du rendement. Ici, la poésie s'invite dans les formes, la recherche est dictée par un besoin d'équilibre, et chaque pièce dialogue avec son environnement sans s'y imposer.

UN MANIFESTE EN FILIGRANE

Lors du vernissage, Alberto Cutillo, ambassadeur d'Italie en Algérie, a souligné l'importance de cette première internationale à Alger, une ville dont l'histoire est elle-même marquée par des influences architecturales et artistiques multiples. Pour lui, cette initiative est aussi une preuve du lien fort entre l'Italie et l'Algérie, dans une dynamique d'échange culturel et d'amitié durable. Mais au-delà du diplomatique, l'exposition porte un discours engagé. Andrea Cancellato, directeur de l'Adi Design Museum, insiste sur la singularité de cette sélection : «Ces objets ne sont pas là pour séduire, mais pour faire réfléchir. Ce ne sont pas des produits, mais des fragments d'une pensée.»

Dans un monde saturé de stimuli et de sollicitations, cette exposition invite à réhabiliter l'objet comme source de sérénité. Elle suggère que le design peut être un levier de bien-être mental, un rempart contre l'agitation contemporaine. Chaque pièce exposée interroge notre rapport à l'espace, au temps, à la matérialité même des choses. Alger, première étape internationale de cette quête esthétique et philosophique, se fait le théâtre d'un design en rupture, où la poésie devient un acte militant. Un espace où l'on vient moins consommer des formes que réapprendre à les voir et à les comprendre.

R.C.

16



- Alger 29°
- Ouargla 30°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 05:58	DOHR 13:02	ASR 16:07	MAGHREB 18:32	ISHA 19:56
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

WEB SUMMIT QATAR

UNE DÉLÉGATION DE START-UP ALGÉRIENNES Y PREND PART

Une délégation de start-up algériennes participe à Doha au Web Summit Qatar 2025 pour présenter des solutions innovantes développées localement et rencontrer des investisseurs et des experts internationaux, indique un communiqué du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Chapeauté par l'accélérateur public Algeria Venture et encadrée par le ministère de l'Économie de la connaissance, des

Start-up et des Micro-entreprises, la participation algérienne à cette manifestation est placée sous le slogan "Algeria is rising". Cette participation tend à mettre en avant les capacités technologiques de l'Algérie, à renforcer la visibilité de l'écosystème national et à découvrir les innovations mondiales les plus récentes, ce qui permettra de consolider la position de l'Algérie en tant que pôle technologique en Afrique et au Moyen-Orient. Elle témoigne

également de "l'attachement de l'Algérie à développer son système pionnier et à renforcer le rôle des start-up en tant qu'acteurs-clés dans la transition numérique et l'innovation technologique", selon le communiqué. Un des plus grands événements au monde dans le domaine technologique, le Web Summit Qatar réunit, du 23 au 26 février en cours, plus de 25.000 entrepreneurs innovants et 600 investisseurs internationaux de 90 pays

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 26 FEVRIER 2025 // N°1020 // PRIX 20 DA

RÉÉLU À LA TÊTE DE LA FAF AVEC 76 VOIX

Sadi : « J'aiderais les clubs à bâtir leurs centres de formation »

Comme prévu, le président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, a été réélu, à l'unanimité hier, à la tête de la structure qui gère le football national, au cours de l'assemblée générale électorale qui s'est déroulée au Cercle national de l'Armée de Béni Messous.

Par Marouane A.

Sadi a recueilli 76 voix pour, alors qu'il n'y a eu qu'une seule voix contre et un bulletin annulé. L'unique candidat à cette élection a remercié l'assistance et les membres de l'AG pour cette confiance renouvelée, expliquant qu'il a été honoré de ce plébiscite et qu'il fera de son mieux pour être à la hauteur de cette confiance et qu'il mettra la main à la pâte avec tous les acteurs de la balle ronde nationale pour hisser son niveau. Pour ce qui est des objectifs qu'il tentera d'atteindre lors de ce deuxième mandat, Sadi expliquera qu'il souhaite le consacrer à la formation. « Je ferais de la formation ma priorité. Je tenterais d'accompagner les clubs pour qu'ils bâtissent leurs centres de formation, sachant que cela est contenu dans le cahier des charges du professionnalisme », soulignera le président de



la FAF, qui ajoutera : « J'ai déjà tenu des réunions avec les responsables des clubs professionnels et avec les entreprises propriétaires de ces clubs pour tenter de trouver des solutions pour débiter les travaux de ces centres de formation et les financer », soulignera Sadi qui avoue que cela constituera une source de financement à l'avenir pour ces clubs. Le président de la FAF rappellera que certains de ces clubs ont reçu des par-

celles de terrain, alors que d'autres non et qu'il faudra donc trouver une solution pour eux. « Il y aura une commission qui statuera sur ce dossier, et ceux qui sont capables de financer le projet devront démarrer, car cela pourrait devenir obligatoire avant le début de la saison prochaine », révélera Sadi. Le premier responsable du palais de Dely Brahim parlera aussi du changement de système de compétition, relevant qu'il a

instruit le collège technique national de trouver une solution pour les formations du Sud qui doivent parfois faire des centaines de kilomètres. Toutefois, il expliquera que ce changement n'interviendra pas pour cette saison, et qu'il faudra d'abord terminer cette étude et attendre l'approbation de l'AG. Enfin et pour ce qui est de la sélection nationale, il dira que le principal objectif pour la prochaine CAN sera de se qualifier d'abord au second tour, surtout après les deux échecs consécutifs au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Enfin, il espère obtenir une réponse du TAS le 12 mars pour l'affaire du RS Berkane, avant de parler d'une quelconque décision à trancher au cas où un de nos deux clubs, l'USMA ou le CSC, retomberait à nouveau sur ce club qui porte des maillots à la cartographie fictive, annexant les territoires du Sahara occidental.

M.A.

ARMÉE SAHRAOUIE

BOMBARDEMENT D'UN SIÈGE DU COMMANDEMENT DE L'ARMÉE D'OCCUPATION MAROCAINE

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), ont mené des bombardements « intenses » ayant ciblé un siège du commandement relevant de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Guelta, causant de « lourdes pertes humaines et matérielles », indique hier un communiqué militaire de la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), des détachements avancés de l'APLS ont mené, lundi, des bombardements intenses ayant ciblé un siège du régiment de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Guelta. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les positions des forces d'occupation marocaine qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte (mur du sable), conclut le communiqué.

SONELGAZ, BÉJAÏA

PLUSIEURS FOYERS RACCORDÉS AU GAZ ET À L'ÉLECTRICITÉ

Par I. Mehdaoui

À l'occasion de la Journée du chahid, célébrée le 18 février de chaque année, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Béjaïa a procédé à plusieurs mises en service de gaz et d'électricité à travers la wilaya. Dans le cadre de la mise en service du gaz, notamment, plusieurs foyers ont été raccordés, dont 183 dans le village de Tadergount, dans la commune de Darguina, grâce à un réseau de 13,6 km pour un montant de 1 830 000 000 DA. De même, 152 foyers des villages d'Iharbiyen, Abade, Bezit et Djerrah, dans la commune de Beni Ksila,

ont également bénéficié de cette « précieuse énergie » pour un réseau de 15,7 km et un coût de 956 442 707 DA/TTC. Aussi, 718 foyers des villages d'Assif El Hammam, de Keria et d'Ait Yahia ont bénéficié d'un réseau de 28,5 km pour un coût estimé à 911 508 019 DA/TTC, selon madame LAIDI Ghanima, chargée de communication à la direction de distribution de Béjaïa. Concernant le programme d'électrification agricole, une mise en service au réseau d'électricité a été effectuée le 19 février 2025, au niveau de la commune d'Amizour, précisément sur le

domaine agricole Roha, en présence des autorités locales, M. le Wali de Béjaïa, des députés et des élus locaux. Ce domaine comprend plusieurs exploitants pour un réseau de 6 km. La direction de Sonelgaz de Béjaïa a également installé deux postes transformateurs et 34 branchements électriques, pour un coût de 22 694 451,36 DA. Par ailleurs, la direction de Béjaïa a mis en service 954 périmètres et exploitations agricoles en collaboration avec la direction des services agricoles, pour un montant dépassant les 89 milliards de centimes.

I.M.

LE GOUVERNEMENT A EXAMINÉ LES MODALITÉS D'APPLICATION DES RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX MARCHÉS PUBLICS

CAP SUR LA TRANSPARENCE

Le gouvernement s'est réuni hier sous la direction du Premier ministre, Nadir Larbaoui. Il a examiné le projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics, visant à établir les mécanismes opérationnels à même de garantir une mise en œuvre efficace du cadre législatif en vigueur, notamment en vue d'optimiser l'usage des ressources publiques et d'instaurer un cadre favorisant la transparence, concurrentiel et équitable des marchés publics. L'Exécutif a en outre passé au crible l'avant-projet de loi relatif aux wakfs, enrichi à la lumière des orientations de du Président de la République, édictées lors du Conseil des ministres tenu en avril 2024, en vue de promouvoir et de moderniser le système des biens wakfs et de créer une dynamique nouvelle qui lui permettrait de renforcer sa contribution à l'effort de développement économique et social. Le gouvernement a également entendu une communication sur le taux d'avancement dans la mise en œuvre de la décision du chef de l'État relative à la création du Groupe public de construction ferroviaire et du Groupe de travaux maritimes, afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'ingénierie et de la construction dans ces deux secteurs stratégiques à travers la création de deux groupes à même de contribuer efficacement à la mise en œuvre de l'important programme d'investissement pour le développement des secteurs ferroviaire et maritime, et d'accéder à terme aux marchés internationaux. Enfin, le gouvernement a suivi le processus de finalisation de la mise en œuvre du nouveau système de gestion du foncier économique destiné à l'investissement, à travers l'examen des mesures prises et celles devant être prises dans les meilleurs délais pour la mise en place effective de l'Agence nationale du foncier industriel et l'Agence nationale du foncier urbain, compte tenu de leur rôle important, ainsi que l'Agence nationale du foncier touristique, et ce, afin de renforcer l'offre foncière destinée aux porteurs de projets d'in-

